

Nikolai Mitrokhin

Les méthodes et les formes de l'« usage des droits » extrajudiciaires et judiciaires par les institutions de l'« application de la loi » de la « DNR » et de la « LNR » dans la période 01.06.2015-01.06.2016



## IMPRINT

DRA e.V.  
Badstraße 44  
D-13357 Berlin

Tel. +49 (0)30 446 680 0  
Fax. +49 (0)30 446 680 10  
info@austausch.org  
www.austausch.org  
www.civicmonitoring.org

## Projet

« Soutien européen au monitoring efficace du respect  
des droits de l'homme en Ukraine de l'Est »



Ce rapport résulte d'un projet mis en œuvre grâce aux efforts des organisations non-gouvernementales suivantes :



Auteur du rapport :  
**Nikolai Mitrokhin**

Photos : Title page "Donetsk" by [www.flickr.com/photos/timon91/](http://www.flickr.com/photos/timon91/)  
used under [creativecommons.org/licenses/by-nc/2.0/](http://creativecommons.org/licenses/by-nc/2.0/), desaturated from original.

Implemented with support from the Federal Foreign Office of Germany



Les opinions exprimées dans ce rapport ne correspondent pas nécessairement à la position officielle  
du Ministère des Affaires Étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

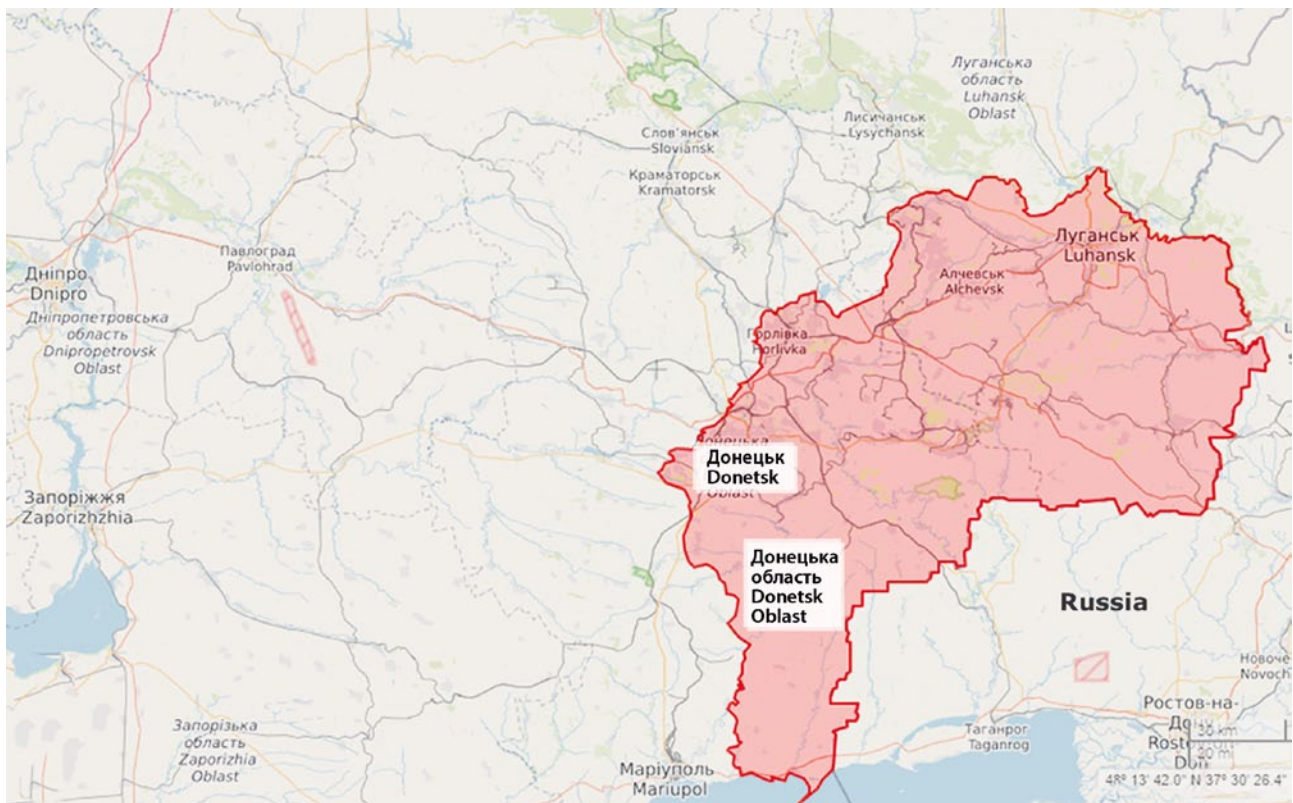
Copyright © DRA 2017

La référence à la source est obligatoire lors de l'utilisation des données de ce rapport.



# Table des matières

Préface	4
Introduction	4
<b>Partie I.</b> Les principaux changements dans l'architecture du pouvoir des Républiques auto-proclamées du Donbass en 2015-2016 et leurs conséquences politiques.	6
<b>Partie II.</b> L'inhibition de l'activité politique pro-ukrainienne et indépendante, de la presse et des organisations non gouvernementales dans les LDNR	9
<b>Partie III.</b> Le traitement des prisonniers et les formes extralégales de violence	13
Conclusion et enseignements	19
Endnotes	20





# Préface

La bonne compréhension du conflit armé dans l'Est de l'Ukraine dépend largement de la connaissance des Républiques populaires autoproclamées. Comment fonctionnent les autorités ? Qui est-ce qui détermine la politique dans ces régions ? Qui gère le processus politique et quels sont les objectifs poursuivis ? Qui est-ce qui détermine le quotidien des habitants ? Les droits fondamentaux sont-ils protégés dans les Républiques populaires ?

Etant donné que l'accès à ces Républiques populaires est bloqué pour les journalistes indépendants et observateurs internationaux, les enquêtes, les recherches des sites internet et des réseaux sociaux ainsi que les analyses scientifiques sont d'une importance primordiale. Dans le but de contribuer à une plus grande transparence des développements dans l'Est de l'Ukraine, le projet « Assistance européenne pour la surveillance civique dans l'Est de l'Ukraine » présente un rapport analytique du politologue et historien **Nikolai Mitrokhin**.

*Le Dr. Nikolai Mitrokhin est un expert de la société post-soviétique et auteur de deux monographies. Entre 2008 et 2013, il a été chercheur associé à la chaire d'Europe de l'est de l'Université de Brême (Allemagne). Il est actuellement professeur invité à l'Université Hokkaido (Japon). Il est l'auteur, depuis 2014, de plusieurs projets de recherche sur la situation politique actuelle dans l'est de l'Ukraine.*

## Introduction

Le texte que nous vous proposons est dédié aux processus d'utilisation des mécanismes juridiques et pseudo-juridiques du pouvoir réalisés par les « autorités officielles », les « forces de l'ordre » et d'autres structures armées au sein des nouvelles entités politiques à l'est de l'Ukraine nommées les « République populaire de Donetsk » (DNR) et « République populaire de Lougansk » (LNR). Leurs noms collectifs sont souvent (y compris par l'auteur de ce rapport) transformés en LDNR. Dans la terminologie officielle de l'Ukraine, elles sont aussi souvent appelées les « régions à part des régions de Donetsk et de Lougansk (ORDLO). La LDNR, appuyée par l'armée et les forces spéciales russes contrôle environ 30% du territoire des régions ukrainiennes de Donetsk et de Lougansk, y compris les deux capitales régionales. Selon les statistiques officielles des autorités de ces nouvelles entités, 3,8 millions d'habitants<sup>1</sup> habitent sur ces territoires ; selon les statistiques non-officielles, toujours de ces autorités, diffusée par les journalistes russes, au milieu de 2015 ces territoires comptaient entre 2 millions et 2,5 millions d'habitants<sup>2</sup>. Les habitants de ces régions vivent principalement dans une agglomération gigantesque (minière et industrielle) s'étendant de Donetsk et Horlivka jusqu'aux villes de Krasnodon et Stachanov près de la frontière russo-ukrainienne. Son équivalent le plus proche en Europe est la région de la Ruhr. La spécificité de ces entités est l'illégalité de leur existence du point de vue juridique de la législation ukrainienne et du droit international et leur contrôle *de facto* par les autorités russes.

Cependant, contrairement à la Crimée occupée en février-mars 2014 où la Russie a déjà construit ses structures d'État,

la LDNR possède une grande indépendance dans la gestion des affaires intérieures. Cela concerne aussi « la pratique de l'application de loi ». Elle ne se limite pas aux activités du pouvoir des autorités de nouvelle administration et de leurs organes « législatifs » et « judiciaires ». En outre, jusqu'à la mi 2015 au minimum, et jusqu'à la fin de 2016 dans certains endroits, le pouvoir dans la LDNR a ressemblé à une poupée imbriquée. Cela veut dire que dans plusieurs villes et régions, les chefs des néoplasmes et les « forces de l'ordre » qui leurs obéissaient n'avaient de facto aucun pouvoir, ou bien ce pouvoir était considérablement limité par les « chefs de guerres » locaux.

Le système de ces institutions, fondé à l'origine dans le processus des combats, mais qui a changé dynamiquement (nous le démontrerons dans ce rapport), ainsi que les processus politiques dans la LDNR influençant ce changement font rarement l'objet d'une analyse systématique. D'un côté, cela est dû à un excès d'informations sur les formes flagrantes, massives et systématiques des violations des droits de l'homme dans le cadre du système « de l'application de loi » de la part d'autres services des « force de l'ordre » (l'armée, le ministère de la Situation urgente) et des structures « d'État » de la LDNR<sup>3</sup>. De l'autre, on peut observer un déficit important d'informations concernant le processus de la prise de décisions en LDNR et les raisons pour lesquelles telle ou telle action, telle ou telle campagne se déroule en violation des droits de l'Homme. Enfin, l'activité des organisations collectant et systématisant cette information, ainsi que les journalistes dont l'intention est de décrire de manière critique les réalités de la vie dans les



néoplasmes et qui souffrent de persécutions, est toujours réprimée dans la LDNR de manière systématique et active.

Cette enquête couvre la période du 1 juin 2015 au 1 juin 2016. Cette période est importante, car, à la fin du printemps 2015, la phase active de la lutte pour le pouvoir s'est terminée sur les territoires des régions de Donetsk et de Lougansk occupés temporairement par l'armée russe et les troupes « séparatistes », fonctionnant grâce à son soutien (ces troupes sont composés en grande partie par des citoyens russes et dirigés pour la plupart aussi par des citoyens russes). Le point culminant de cette lutte a eu lieu durant les premiers mois de 2015.<sup>4</sup> Une certaine stabilité intérieure et une unité relative du commandement ont été atteintes suite au résultat du désarmement massif d'une grande partie des troupes et par l'entrée, sous perfusion, des autres dans la structure des unités militaires régulières formées sous contrôle direct de la Fédération de Russie (c'est-à-dire, de la « police populaire » unis dans le 1<sup>ère</sup> (DNR) et 2<sup>e</sup> (LNR) corps de « l'Armée de Novorossia ». La plupart des « volontaires » russes rentrés en Russie et des résidents permanents de la région ont dû prendre leur place. À partir de juillet 2015, la direction de la LNR était complètement écartée de la gestion opérationnelle de l'armée qui s'est concentrée entre les mains des généraux et des officiers de l'armée russe, au niveau du commandement central, mais aussi au niveau des unités importantes. À cette époque, la pratique de la terreur criminelle directe à grande échelle vis-à-vis de la population de la LDNR a pris fin. (À voir le premier paragraphe de la première partie de l'enquête).

C'est ainsi que la violence à l'égard de la population de la part des « autorités officielles » de la LDNR a pris un caractère ordonné et systématique dans le cadre de formes quasi-juridiques, ce qui n'exclut cependant pas également la violence illégale à l'égard de la population et des concurrents de la part du commandement des unités militaires, des services spéciaux russes et des entreprises de guerre privées russes.

L'objectif de cette enquête est une analyse de la pratique de « l'application de loi » dans le « système juridique » de la LDNR durant une année et l'étude des innovations législatives dans ce domaine.

L'étude est basée sur le suivi des éditions périodiques de la LDNR (tout d'abord, de sites Internet que les « autorités officielles » et leurs groupes ont créé sur les territoires occupés du Donbass), de sites Internet des groupes d'opposition de la LDNR, de pages personnelles sur des réseaux sociaux (Facebook, VKontakte et Life Journal), de médias Internet russes et ukrainiens (y compris ceux qui ont leurs propres envoyés spéciaux dans la région), de sites Internet d'organisations ukrainiennes et internationales en LDNR.

Le traitement particulier de la situation actuelle de l'information de la LDNR est rendu possible par la présence

d'un volume important de publication de documents de ces différents structures via les réseaux sociaux. La plus grande partie de ces documents est arrivée sur ces réseaux sociaux par des méthodes illégales comme la « vidange » (fuite incontrôlée) ou l'ouverture forcée des boîtes de courriel à laquelle se livrent des cyber-pirates ukrainiens, y compris des professionnels du Service de sécurité de l'Ukraine (le SBU). Les cyber-pirates de la LDNR et du FSB leur répondent de la même manière. Il est assez difficile de prouver l'exactitude de ces publications par des méthodes classiques, mais souvent, elles contiennent une information explicative importante et un grand nombre de détails de premier ordre (par exemple, les données personnelles des victimes) qui sont difficiles à obtenir en cas de tentative de falsification. L'utilisation de ces sources sera spécifiquement indiquée dans ce texte.

L'étude utilisera les termes suivants : « les coordinateurs de Moscou » (l'ensemble des fonctionnaires en Fédération de Russie s'occupant du contrôle, de la gestion et de l'aide aux personnes et organisations de la LDNR), « les membres des gangs » (les membres anciens ou actifs d'un des groupes militarisés, ayant des relations personnelles et professionnelles étroites entre eux), « les alliés politiques » (les personnes qui partagent l'idéologie de la LDNR et agissant temporairement de manière coordonnée), « les concurrents politiques » (les personnes qui partagent l'idéologie de la LDNR, mais s'opposent mutuellement dans la lutte pour le pouvoir), « les ennemis politiques » (les personnes qui ne partagent pas l'idéologie de la LDNR et qui souvent sont sympathisants de l'idée de l'intégrité de l'Ukraine, et pour cette raison considérés comme des ennemis par les groupes dominants de la LDNR), « les cosaques » (un type d'auto-représentation des groupes armés dans la LDNR qui n'a souvent aucun rapport avec les Cosaques historiques, mais qui utilise leurs éléments vestimentaires, leur symbolique et certaines traditions des Cosaques), « les caves » (les endroits de détention forcée, et souvent illégale, des citoyens en LDNR). L'armée et la « milice populaire », évoquées dans le texte, sont des synonymes. Ils représentent plusieurs corps : MVD, qui est au « ministère de l'Intérieur », MGB au « ministère de la Sécurité d'État » et MTCHS pour le « ministère des Situations urgentes ». Le « Conseil populaire » est une institution, élue nominale par la population, qui reflète les points de vue des organisateurs de la LDNR sur le « parlementarisme ». Le mot « quasi » est utilisé pour la description des tentatives de simulation des procès, et les procédures et institutions que nous connaissons, dans leur manière d'être utilisées dans la LDNR.

Les noms des « postes » en LDNR et des « structures d'État » des néoplasmes sont écrits entre guillemets, parce qu'ils ne sont pas reconnus par l'Ukraine et la communauté internationale.



# Partie I. Les principaux changements dans l'architecture du pouvoir des Républiques auto-proclamées du Donbass en 2015-2016 et leurs conséquences politiques.

« Il nous faut créer rapidement une base législative pour bâtir notre État comme nous le voulons », disait Angelika Dobros, députée du Conseil populaire de la République populaire de Donetsk<sup>5</sup>.

À la fin de 2014, la DNR et la LNR désignaient les noms de deux groupes communautaires géographiquement délimités avec des chefs de guerres dirigés par des « présidents », coordinateurs nommés par Moscou.

Une partie de ces groupes s'attribuaient des noms semblables à ceux des institutions d'État ou des forces de l'ordre déjà en vigueur ainsi que d'autres existantes à l'époque de l'Union soviétique (à titre d'exemple, les « Bureaux du Procureur », « l'état-major », le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Sécurité d'État, le Comité pour la Sécurité de l'État ou encore le Commissariat du peuple aux Affaires intérieures), mais en changeant le sens. Ces appellations étaient surtout utilisées afin d'employer des méthodes criminelles pour diriger les territoires contrôlés (de l'application de la terreur jusqu'à la redistribution du butin sous couvert de charité) et permettaient le fonctionnement d'un système au sein des autorités régionales et locales des régions de Donetsk et de Lougansk en Ukraine. À partir du mois de novembre 2014, des structures quasi-étatiques ont pourtant commencé à être créées à partir de ce chaos.

Cela a débouché sur l'élection comme « présidents » des Républiques de Olexandre Zachartchenko (DNR, 73%) et Igor Plotnitsky (LNR, 68,7%), choisi en guise de « maîtres », où plutôt de néoplasmes, par leurs coordinateurs de Moscou dans les rangs des chefs de guerre au début de mois d'août 2014. Ayant prouvé leur prévisibilité et leur contrôlabilité au cours des affrontements de l'été et de l'automne 2014, ils n'avaient pas de concurrents réels<sup>6</sup>.

Le « Conseil populaire » de la DNR, élu le 2 novembre et composé des 100 députés, est divisé en deux principaux « mouvements civiques » participants aux élections, la « République de Donetsk » (68 places) et le « Donbass libre » (32 places). Derrière ces groupes se trouvent les chefs des plus puissants groupes armés de la DNR : Olexandre Zachartchenko du groupe « Oplot » (le rempart) et Olexandre Khodakovky du groupe « Vostok » (l'est).

Aucun parti politique ukrainien n'a pu participer aux élections, y compris les partisans des séparatistes (au sein d'organisations politiques n'ayant en réalité pas de force politique réelle) comme le Parti communiste local et le mouvement « Novorossia » de Pavlo Goubarev, premier chef officiel des séparatistes et « gouverneur populaire de la région de Donetsk » en mars-avril 2014. Les membres de ces organisations ont dû rejoindre la liste des « mouvements

civiques » des deux chefs de guerres principaux.

Les élections au sein du « Conseil populaire » de la LNR se sont tenues le même jour. Les 50 sièges du « parlement » ont été divisés entre les organisations de la « Paix pour la région de Louhansk » (35 places) du « président » de la république Igor Plotnitsky, chef de guerre connu et de l'« Union économique de Lougansk », communauté des entrepreneurs grands et moyens, liés étroitement à l'ancien « Parti des régions » (15 places).

Après les élections en LDNR, des institutions administratives, y compris dans le domaine de la justice, ont été créées afin de systématiser et codifier la législation. Il s'agit d'un mélange entre des legs législatifs de l'époque ukrainienne, mais aussi d'un code de loi introduit de manière active par les « parlementaires » de la DNR et la LNR en collaboration avec leurs coordinateurs de Moscou<sup>7</sup>. Cela a contribué à la « normalisation » relative de la situation pour la plupart des citoyens ordinaires, en dépit de la forte baisse du niveau de vie et des salaires. Dans les meilleurs cas, les ouvriers des entreprises industrielles touchaient 25% de leurs salaires d'avant-guerre mais en 2015, ils ont commencé à toucher de manière progressive (bien que pas sur l'ensemble du territoire) les prestations habituelles versées par l'État (les salaires dans les institutions étatiques, les allocations pour enfants, les pensions), ainsi que les services sociaux (dans les domaines de la justice, des transports en commun, de la médecine, de l'éducation, de l'élimination des déchets et du nettoyage des villes, etc.)

Dans le cadre de ce processus durant l'année 2015, les autorités officielles de la LDNR ont pris le contrôle, et dans certains cas désarmé par la force toutes les formations armées se trouvant en dehors des structures officielles, notamment en éliminant physiquement les chefs<sup>8</sup>. Dans la LNR où la confrontation était particulièrement acharnée, au minimum 5 chefs de guerre reconnus ont été tués par des « saboteurs ukrainiens » ou lors d'une « tentative d'échapper à une arrestation » en un an seulement. Souvent, ils étaient éliminés avec leurs gardes du corps<sup>9</sup>. Les gens ivres, en tenue de camouflage et les armes dans les mains, ont disparu petit à petit des rues des villes et les cambriolages, les viols et les kidnappings dans le but de toucher l'argent ont fortement diminué, sans que ne s'arrête cependant totalement les incidents de ce genre. Cela a conduit néanmoins à une baisse considérable de la criminalité, tout particulièrement à l'encontre des citoyens ordinaires.

Parallèlement, les chefs des troupes sur le point d'être désarmés et liquidés, ainsi que leurs partisans, expliquaient ce fait par leur activité dans la divulgation des schémas



de corruption à laquelle la direction de la république participait. Et ils en apportaient de nombreuses preuves, avec des degrés de véracité très variés. Ceci permettait aux observateurs extérieurs d'évaluer l'ampleur des crimes violents, de la corruption et de l'activité économique cachée sur le territoire des néoplasmes, mais autant qu'on le sache, les « forces de l'ordre » n'ont jamais ouvert des poursuites pénales dans ces affaires. Les autorités répondaient par des arrestations et des remarques critiques analogues sur leurs associés idéologiques qui ne bénéficient pas du soutien des groupes armés<sup>10</sup>.

Il est évident que ce processus de désarmement était très étroitement lié à la question de la lutte pour le contrôle des puissants flux de contrebande partant des entités qui existait aussi entre les deux néoplasmes. Comme la Fédération de Russie n'a jamais officiellement reconnu les LDNR et que l'Ukraine n'arrête pas de renforcer le blocus économique de la LDNR, toute l'économie de ces territoires, dont le nombre d'habitants est comparable à celui d'un petit État européen, était construite uniquement sur un échange constant de matières premières (principalement du charbon) et une production industrielle de nourriture transformée et d'autres produits. Elle est devenue dépendante de l'exportation et l'importation illégale, réalisées par des frontières que *de facto*, même les autorités des LDNR ne contrôlaient pas. Cela a conduit à l'enrichissement rapide des chefs de guerre qui contrôlaient le territoire frontalier et au transfert subséquent de ces revenus sous le contrôle des groupes des dirigeants des LDNR<sup>11</sup>.

Il est à noter que dans le cadre de ce processus, ainsi que lors de toute la période de reconstruction de l'appareil législatif, les LNR et DNR ont ignoré totalement le fait que la personne arrêtée ou éliminée soit en possession d'un passeport russe ou de tout autre pays. Si une personne ayant une nationalité étrangère était arrêtée, aucun représentant de son État n'était autorisé à la voir. Même lorsqu'un citoyen russe était tué, la Russie ne posait aucune question et ne cherchait pas de prétexte pour ouvrir une enquête sur les circonstances du crime. Par contre, en mai 2015, le Comité d'enquête de la Russie a déjà ouvert au moins 40 poursuites pénales sur « les faits des crimes de guerre dans le Donbass »<sup>12</sup>, suite aux actes de l'armée ukrainienne.

Un autre facteur important est le retour en DRN et LNR des employés du ministère de l'Intérieur, du Bureau de Procureur et des tribunaux ukrainiens qui avaient quitté ce territoire au printemps et à l'été 2014.<sup>13</sup> Leur retour sur le territoire ukrainien s'est dans nombre de cas soldé par un échec de la lustration, et n'étant dans l'ensemble pas satisfaits de leurs conditions de vie, du travail et des salaires trop maigres, ils sont pour beaucoup retournés dans le Donbass où ils ont repris leur travail dans les forces de l'ordre. Certains ont même réussi à occuper des postes importants, à l'instar du chef adjoint du ministère de l'Intérieur<sup>14</sup> ou du « Procureur d'État » de l'entité<sup>15</sup>. Cependant, objectivement parlant, ils ont aidé les combattants pro-russes (en tout cas, sur le territoire contrôlé par la DNR) à faire cesser, via

le cadre juridique, les méthodes des exécutions illégales ou carrément criminelles utilisées en 2014 et dans la première moitié du 2015, (le kidnapping, les arrestations non-confirmées, les exécutions sans procès, les « tribunaux populaires », les humiliations publiques). Ainsi, à partir de la deuxième moitié de 2015, une partie de ces affaires se sont retrouvées visées par une enquête formelle et ont abouti par un procès.

À titre d'exemple, le 11 mai 2016, « le Tribunal de guerre de la LNR a condamné Alexandre Petrykin, ancien commandant d'Antrazyt à 12 ans de prison ferme. Il a été accusé de 9 crimes (dont extorsion, séquestration, abus de pouvoir avec violence et armes) »<sup>16</sup>.

Selon les données du Tribunal de guerre de la DNR (seule statistique juridique trouvée lors de cette enquête), sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> septembre 2016, 46 affaires concernant 55 personnes ont été examinées mais seulement 29 personnes ont été placées en garde à vue. L'accusation a été confirmée par les tribunaux dans 22 affaires, pour un total de 24 personnes condamnées. Bien entendu, ce sont des chiffres faibles eu égard au nombre total de membres des formations militaires de la DNR, sur lesquelles on reviendra dans la dernière partie de l'étude<sup>17</sup>.

Au total, en deux ans, la LDNR a créé une « base législative » pour l'activité des « forces de l'ordre » principales, ainsi que d'autres organisations juridiques connexes : les avocats, les notaires etc. À titre d'exemple, le 3 mai 2016, une loi dite du « Bureau du Procureur de la DNR » définissant la durée du mandat (cinq ans) et la procédure de nomination du Procureur par le Conseil populaire est entrée en vigueur.

Les correspondants de « Komsomolska pravda » ont décrit en avril 2016 un autre aspect important du processus de la normalisation dans le domaine juridique : « Nous allons du magasin en voiture doucement à la mode européenne. Et tout le monde roule doucement, les amis nous ont prévenus tout de suite après notre arrivée : la police routière s'acharne. Les « Jihad-mobiles », peints en camouflage avec de la peinture pour les murs avaient l'habitude de voler à la vitesse du son sans se soucier du feu rouge ». Sergey Parchykov, chef adjoint de la police routière nous a expliqué brièvement avec le langage sec du policier comment ils avaient fait pour remettre de l'ordre sur les routes. « Tout d'abord, le permis de conduire est retiré sur place pour toute infraction. Le contrevenant paie une amende, puis va avec sa preuve de paiement au commissariat de la police routière pour récupérer son permis. Le recouvrement des amendes est proche des 100%. Les seuls qui ne payent pas sont ceux qui conduisent sans avoir de permis. Le mouvement des militaires en dehors des colonnes organisées est désormais strictement interdit, la police de la circulation militaire les surveille très attentivement<sup>18</sup> ».

Cependant, nous sommes encore loin d'une « normalisation » absolue de la situation pour les citoyens ordinaires. À titre d'exemple, le régime du couvre-feu est toujours (c'est-à-dire en janvier 2017) en activité en DNR et



LNR (tout du moins en ce qui concerne les grandes villes). Cela signifie que durant la nuit, les citoyens ordinaires ne sont pas autorisés à sortir dans la rue sans raisons valables et les régimes frontaliers et douaniers sont de plus en plus stricts et tendus entre les deux Républiques, ce qui rend tout déplacement d'une République à l'autre très problématique.

Il est à noter que la législation des deux « républiques » n'est pas encore synchronisée. Des tentatives de synchronisation ont été faites en juin 2015, mais jusqu'à présent elles sont encore à l'étape du « développement d'une feuille de route »<sup>19</sup>. En toute apparence, la synchronisation totale de ces législations ne sera pas possible, en dépit du fait qu'elle soit coordonnée par le Kremlin, car l'influence des conditions locales et les besoins de groupes dirigeants continueront d'influencer les législations.

Entre outre, la saisie forcée des objets et biens immobiliers des anciens propriétaires au profit des « nouveaux maîtres de la région » reste le contenu principal de l'action politique et socio-économique en DNR et LNR, entraînant la redistribution de ces propriétés et des « entreprises » (légales et illégales) parmi les différents groupes appartenant à ces « maîtres ».

Les « présidents » des « républiques populaires » ont essayé de confisquer des biens importants et très rentables à leurs propriétaires sous couvert de « nationalisation ». En DNR cela a pris l'apparence d'une campagne de nationalisation des marchés<sup>20</sup> et en LNR, d'une campagne de nationalisation des mines et des usines de traitement de charbon. Ces campagnes ont provoqué des crises politiques intérieures très importantes dans les deux entités dans la deuxième moitié de 2015 et jusqu'en octobre 2016. La plus grande partie de la direction de la LDNR n'a pas soutenu ces mesures<sup>21</sup>. Cela a conduit à des changements au sein de la direction des « Conseils populaires » de LDNR<sup>22</sup>, aux arrestations de leurs présidents (l'ancien président du « Conseil populaire de la DNR » a été capturé par le FSB en Russie et transmis à la LNR)<sup>23</sup>, à des purges parmi les « députés »<sup>24</sup> et à l'arrestation du président du Comité central électoral de la DNR, battu au préalable par le « président » de la « république »<sup>25</sup>.

Le « président du gouvernement » de la LNR a été licencié et est décédé quelques mois après son arrestation<sup>26</sup>, certains « ministres » et beaucoup de fonctionnaires moins importants ont été licenciés, arrêtés ou tués<sup>27</sup>. En guise de réponse, au cours du printemps et de l'été 2016, les deux « présidents » ont subi plusieurs attentats et certains de leurs conseillers les plus proches ont été tués<sup>28</sup>. Souvent (mais pas toujours), les autorités des « républiques » ont accusé des « saboteurs ukrainiens » et leurs conspirateurs locaux associés<sup>29</sup>. Le sort des personnes arrêtées reste souvent inconnu, contrairement à celui des victimes de représailles que les autorités des « néoplasmes » n'essaient même plus de cacher. À titre d'exemple, six jours après un attentat contre Igor Plotnytsky, « président » de la LNR, le 12 août 2016, le corps décapité de Nikolay Minine a été

retrouvé dans son propre lit. Il était un des bras droit de Pavel Dremov, un des opposants armés principaux d'Igor Plotnytsky, commandant du « régiment des Cosaques », tué dans une explosion en décembre 2015. Nikolay Minine était le gardien du « kompromat » contre Igor Plotnytsky, dont Dremov se vantait souvent.<sup>30</sup>

La lutte pour la propriété ainsi que la prise en compte de la nécessité de l'établissement et de la mise en place d'un « ordre » pérenne en LDNR pour s'assurer la loyauté de la population et en rendre compte au Kremlin (soutien financier des LDNR), le processus de construction pacifique sur les territoires contrôlés, ainsi que la nécessité d'étouffer définitivement toute l'opposition pacifique pro-ukrainienne et des partisans patriotiques (partiellement armé) associés aux services militaires et de renseignements ukrainiens déterminent les mesures juridiques, pseudo-juridiques et administratives, prises par la direction des LDNR.

Il s'agit de facto de la mise en place sur les territoires des LDNR de régimes dictatoriaux qui utilisent des mécanismes formels juridiques et quasi-juridiques qui changent de manière dynamique. Il est à noter que sur le territoire de la DNR, en raison de l'étouffement plus actif des gangs armés et criminels concurrents, la dictature prend (depuis l'automne 2015) progressivement un caractère totalitaire.

Parallèlement, la guerre de 2016 pour la prise de contrôle des propriétés d'importance montre que malgré le renforcement évident du pouvoir personnel des « présidents », ces derniers dépendent toujours de deux facteurs importants. Le premier facteur est la position des coordinateurs de Moscou qui assurent en pratique l'existence des néoplasmes (par le contrôle militaire sur leurs frontières, l'assurance de leur sécurité à l'intérieur, mais aussi par le financement de tout le système social) et sont toujours en mesure d'influencer les décisions administratives des « présidents ».

Le deuxième facteur est la position des grands propriétaires d'entreprises principales de la région. D'un côté, ces propriétaires, possédant des réserves financières importantes, sont en mesure d'influencer la situation (en commandant le meurtre d'un fonctionnaire à l'intérieure des LDNR ou en payant un fonctionnaire dans l'administration présidentielle russe pour obtenir une décision qui leur convient). De l'autre côté, sans ses grands propriétaires il serait difficile d'assurer un travail quotidien au sein des entreprises et d'exporter la production en Ukraine, condition *sine qua non* à la pérennité du travail.

Donc, il est fort probable qu'en 2017 il faille s'attendre à la poursuite de la guerre pour le partage de la propriété dont les victimes principales seront les anciens et les actuels alliés politiques, les membres fautifs des clans, les propriétaires des moyennes et grandes entreprises dont la sécurité n'est pas assurée par le capital important des anciens oligarques ou des oligarques russes et les fonctionnaires de haut-rang.



## Partie II. L'inhibition de l'activité politique pro-ukrainienne et indépendante, de la presse et des organisations non gouvernementales dans les LDNR

« Sur le chemin de l'école :

- *Dis, maman, est-ce que le maire de Donetsk aime l'argent?*

... (pause)... Les passants jettent des coups d'œil attentifs sur la petite famille bien informée....

- ... *bah, pour réparer la ville, l'améliorer, dis maman ?*

Je respire avec soulagement

- *Oui, fiston »*

(profil Facebook de Viktoria Grekova, partisan de la DNR, 07.09.2016)

Les dictatures établies en LDNR inhibent toutes formes d'activité politique ou sociale indépendante, surtout s'il s'agit d'idée en opposition avec celle de la séparation de l'Ukraine. Il est à noter que la situation dans ce domaine durant le période analysée et les mois qui l'ont suivi s'est aggravée de manière considérable. La politique de diminution des libertés civiques bénéficie d'un soutien important auprès de la population locale qui se voit pourtant menacée par ces privations mais l'encourage par des dénonciations.

La liberté de se rassembler et de mener des actions de protestations publiques n'existe pas en LDNR. Les rassemblements spontanés réguliers<sup>31</sup> lors desquels les participants expriment leur mécontentement face à des problèmes importants, en particulier sociaux, sont considérés par les autorités comme des actions encouragées sciemment de l'extérieur, ou au moins comme des tentatives de leurs opposants politiques de déstabiliser la situation dans les « républiques », et les participants sont vus comme des personnes agissant avec des motifs à l'encontre des besoins du groupe.

La liberté de religion n'existe pas en LDNR. Les autorités considèrent les organisations religieuses presque comme une forme de mouvement politique et les divise en trois catégories : les acceptables (il s'agit tout d'abord de la communauté de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou, particulièrement loyale envers les dictatures établies) ; les tolérables (la plupart des églises protestantes, dont le nombre total dans le Donbass d'avant 2014 dépassait celui de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou) ; et les inacceptables (la communauté de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Kiev, l'Église ukrainienne gréco-catholique, les « Témoins de Jéhovah », l'Église des Saints des derniers jours (les Mormons) et une partie des protestants qui n'ont pas su « négocier » leur droit d'existence et la préservation de leur propriété (c'est-à-dire, ceux qui n'ont pas voulu

payer de rançon). Les communautés appartenant au dernier groupe ont perdu la majeure partie de leurs biens, leurs prêtres ont été soumis à la terreur, certains ont même été tués ou kidnappés et torturés.

Un grand nombre de prêtres et d'activistes des deux derniers types de communautés ont quitté les territoires des LDNR<sup>32</sup>. Beaucoup de lieux de prières ont été confisqués par les autorités des LDNR ou des groupes ne dépendant pas des chefs de guerre et transformées en foyers pour des combattants ou utilisés à d'autres fins. Une annonce type dans la presse locale le relate ainsi :

« Le Palais des mariages dans le quartier Prolétarien de Donetsk a changé d'adresse. Les employés ont déménagé dans un bâtiment neuf, offert par les autorités de la DNR pour remplacer l'ancien qui se trouvait dans un état catastrophique. L'inauguration solennelle a été présidée par E.Radomska, ministre de la Justice, V. Bidevka, député du Conseil populaire de Donetsk, E.Ryazanzeva, chef de l'administration de la ville. Auparavant ce bâtiment appartenait à une branche de l'église américaine des Mormons, mais après le début du conflit, ils ont quitté la République. »<sup>33</sup>

Les autres se trouvent sous une pression permanente. En voici un exemple :

Le 29 janvier 2016, « les autorités de la DNR » ont organisé une manifestation près d'un édifice de l'Église gréco-catholique ukrainienne. Ses fidèles, dont très peu sont restés à Donetsk, ont été accusés de « sectarisme » et de « travail pour le CIA ». Selon l'information de Radio Svoboda Ukraine, l'action était organisée par un mouvement « Jeune République », contrôlé par les séparatistes.

La manifestation prétendait être « spontanée », mais le chef de la « Jeune République », Sergey Kondrykinski l'avait annoncé la veille, soit le 28 janvier. « La foi orthodoxe, comme toute autre foi normale est, tout d'abord, une communauté de personnes. Tandis que les slogans diffusés par des sectes sont des appels au sabotage de l'intérieur de la « République populaire de Donetsk ». Et nous comprenons très bien que ce sont ces objectifs qu'ils se fixent », a déclaré Kondrykinski aux journalistes<sup>34</sup>.

Comme mentionnés ci-dessous, tous les partis politiques et toutes les organisations qui ne partagent pas l'idéologie du séparatisme sont de facto interdits. Toutes leurs tentatives de reprendre leurs activités de manière publique ou non-officielle sont sévèrement réprimées.

Parallèlement, les partis politiques alliés à des partis politiques russes ont également été interdits dans les



LDNR. De facto, à la fin de 2015, il ne restait qu'un seul parti : l'ancien parti communiste d'Ukraine, qui avait malgré tout, des représentants politiques. Cependant, en mai 2016, après le licenciement de son président, Boris Litvinov, des députés du « Conseil populaire » de la DNR, il fut complètement supprimé de la scène politique<sup>35</sup>.

Les citoyens peuvent être arrêtés parce qu'ils conservent la symbolique ukrainienne depuis « l'époque d'avant-guerre » ou parce qu'ils s'expriment publiquement au sujet des événements. Nous citons ci-dessous l'article d'un journal régional qui décrit avec éloquence la logique des autorités et des partisans de l'existence des LDNR et les limites de ce qui est permis dans les « Républiques populaires ».

« La liberté d'expression est une des composantes les plus importantes de toute société démocratique. Mais ce n'est pas un secret, il y a des citoyens qui considèrent la liberté d'expression non comme un droit d'évaluer telle ou telle situation de manière objective ou d'exprimer son opinion, mais y voient une certaine permissivité, permettant en toute impunité, de continuer d'exprimer un sentiment anti-gouvernemental, soutenu par des actions concrètes. Finalement, ce développement des événements crée un chaos ».

Pour le moment, il n'existe qu'un seul cas, enregistré dans le district de Starobechivo où un habitant local a été expulsé du territoire de la DNR sans droit de retour pour des actions qui nuisent à la formation et au développement durable de la République populaire de Donetsk.

« L'enquête démontre, que lors de la période d'occupation de notre région (de juillet à la fin août 2014, cette région au sud de Donetsk était sous contrôle de l'armée ukrainienne et comme beaucoup de régions rurales du Donbass, les sentiments pro-ukrainiens y étaient bien forts- N.M), un citoyen N., employé d'une filiale de « Donbassgaz » du district de Starobechivo, s'est servi de son poste pour aider à transférer de l'argent sur le compte de la prétendue opération antiterroriste, ainsi que pour la réparation des véhicules de combat de l'armée ukrainienne. Il a livré entre autres des produits alimentaires pour les soldats blessés de l'armée ukrainienne. Après la libération du district de Starobechivo, tout en conservant son poste, le citoyen N. s'exprimait tous les jours devant son équipe pour justifier l'intervention de l'armée ukrainienne sur notre territoire et le meurtre des civils. Il comparait aussi la DNR et l'Ukraine au profit de cette dernière et assurait que bientôt l'Ukraine s'emparera de notre territoire et que toutes les autorités actuelles prendront la fuite. Tous les jours, N. inspirait de l'hostilité de ceux qui soutenaient la DNR.

Le Bureau du Procureur et le ministère de la Sécurité d'État de la DNR ont pris une décision commune concernant la nécessité d'arrêter le citoyen le temps de l'enquête. Selon les résultats de l'enquête, la décision prise exige l'expulsion du citoyen N. sur le territoire ukrainien chez ses complices

et l'interdiction de son entrée sur le territoire de la DNR. Cette décision est d'une durée illimitée.

Hélas, ceci n'est pas le premier cas dans la DNR. Ces mesures sont nécessaires, car les citoyens pro-ukrainiens représentent une menace pour tous les habitants de notre république. À tout moment, des attentats terroristes pourraient être organisés avec leur aide, ces citoyens peuvent aussi se livrer à l'espionnage.

L'épouse de N. et leurs deux fils sont restés à Starobechivo. L'enquête a déterminé qu'ils ne partageaient pas l'opinion du chef de famille, donc aucune mesure d'expulsion du pays n'a été prise à leur encontre », a déclaré le représentant du MGB de la DNR.

Ce cas prouve que des personnes qui croient en la rhétorique proposée par le gouvernement de Kyiv, tout comme beaucoup de gens en Ukraine, sont restées dans la DNR. Et ils ne font pas que partager cette opinion, ils essaient d'attirer les autres de leur côté, diffusent les croyances et les principes contre lesquels le peuple du Donbass s'est soulevé après le Maidan. En outre, ces « idéologues pro-ukrainiens », qui vivent sur le territoire de la République et soutiennent ses ennemis, agissent non seulement contre l'État, mais aussi contre tous les citoyens qui y vivent.

Est-ce pour cela que les citoyens raisonnables de l'ancienne Ukraine sont sortis pour manifester contre les événements anticonstitutionnels à Kyiv. Est-ce pour cela que les habitants du Donbass ont vécu tant de misères et de souffrances ? Est-ce pour cela que des milliers de personnes ont donné leur vie?!

Les habitants de la DNR se sont battus pour leur liberté, pour leur volonté de vivre d'une manière qu'ils estimaient correcte et digne pour eux, ils se sont également battus pour leur liberté d'expression pour laquelle Kyiv les considère comme des terroristes. Donc, les citoyens qui ne partageaient pas pour une raison ou pour une autre l'opinion juste de la majorité, ont tous le droit de quitter la DNR pour aller vivre, par exemple, en Ukraine, ou leur position sera « partagée », mais aussi « rentable ». La question est de savoir combien de temps durera cet aveuglement ou cette soumission des gens aux valeurs étrangères, à l'histoire étrangère, et à tout ce qui est activement promu par les efforts de l'Amérique ? Et pour combien de temps encore, les gens auront-ils assez de patience stupide pour vivre dans les conditions dans lesquelles la junte de Kyiv les a mises?

Quant aux habitants de la DNR qui, comme le citoyen N, mènent des actions idéologiques contre la république et sont des collaborateurs de l'ennemi, alors des mesures appropriées leur seront appliquées pour la sécurité de notre État créé par le peuple et tous ses citoyens<sup>36</sup> ».

Parallèlement, selon des données différentes, même les partis politiques pro-LDNR ne reflètent pas globalement



les humeurs de la population de la région. Même la presse russe, citant les données des sondages secrets sur la DNR, commandés par l'organisation « Entrepreneurs du Donbass », qui couvrent la période du début 2015 à mi 2016, informe que « les sociologues ont dû faire face à une grande différenciation de la société concernant des question politiques. Le nombre total des adeptes de la DNR augmente lentement : de 15% en janvier 2015 à 20% en juin 2016. Tandis que le nombre des partisans de l'idée du retour à l'Ukraine est restée stable durant toute la période de l'étude : de 13 % à 15% dans la même période ». C'est ainsi, une majorité absolue de citoyens restent neutre concernant la question de l'indépendance. En même temps, 62% de la population estime qu'il est nécessaire de « former une opposition politique dans la DNR »<sup>37</sup>.

Les interdictions de diffusion audiovisuelle en analogique concernent l'activité de la presse et des blogueurs politiques<sup>38</sup>. Les chaînes télé et les radios russes et la presse ukrainienne sont interdites sur le territoire contrôlé par les LDNR. Les correspondants des médias ukrainiens et les blogueurs pro-ukrainiens travaillent en cachette. À partir de la deuxième moitié de 2015, les médias russes fonctionnant dans le Donbass se trouvent aussi sous pression. À cet égard, la situation se détériore de manière significative au cours de la période de la réalisation de l'étude présente. Les correspondants des médias russes avec une position critique à l'encontre des LDNR, venus de Russie dans les LDNR, ont été renvoyés à plusieurs reprises, tout le matériel saisi par les « forces de l'ordre » a été détruit. À titre d'exemple, le 16 juin 2015, le journaliste de « Novaya Gazeta » Pavel Kadykine qui s'était déjà rendu à plusieurs reprises les LDNR, a été arrêté et battu à Donetsk. Il était accusé de travailler sans accréditation (les documents pour obtenir la carte avaient été déposés et la carte devait être prête quelques heures plus tard) et pour une édition ukrainienne. Par la suite, il a été expulsé sur le territoire de la Fédération de Russie. La véritable raison est son apparition sur une manifestation spontanée anti-guerre à Donetsk<sup>39</sup>. Le 26 novembre 2016, les journalistes de la chaîne « Dojd » ont été arrêtés dans la DNR pendant 7 heures, par la suite, ils ont été expulsés dans la région de Rostov en Russie.

La raison probable de cette arrestation est l'interview par les journalistes de A.Khodakovski<sup>40</sup>. Les correspondants des médias russes travaillent à l'intérieur des LDNR sous pseudo et recueillent des informations de façon anonyme.

Les organisations publiques dans les LDNR se trouvent sous une pression politique stricte, durant la période analysée dans cette étude, la situation n'a pas cessé de s'aggraver. Les autorités des LDNR encouragent les organisations qui font preuve d'une loyauté totale et personnelle au chef de la « république » et acceptent la présence d'organisations qui expriment leur soutien aux idées du séparatisme ou aux relations avec la Fédération de Russie (surtout si elles se substituent aux autorités dans

le domaine de l'approvisionnement de la population, des produits alimentaires, de l'aide médicale ou de l'enseignement). L'attitude suspecte à l'égard des activités des organisations qui ont pris un parti « neutre » dans le conflit russo-ukrainien durant la période examinée dans notre étude, s'est transformée en hostilité. On peut même dire que les plus importantes et plus efficaces d'entre elles ont été interdites non-officiellement ou même détruites ouvertement.

La dernière et plus importante vague de représailles a couvert Donetsk à la fin de janvier 2016, après que des inconnus ont fait explosé le monument de Lénine. Le monument n'a pas été endommagé, il n'y a qu'une partie du piédestal qui s'est brisée. Mais cela a suffi : le lendemain, Alexandre Zachartchenko, le chef de la DNR a diligenté une enquête à grande échelle, en accusant un « groupe de saboteurs indéterminé ». Le ministère de la Sécurité d'État de la DNR est une institution connue pour des arrestations d'opposants locaux, l'expulsion des journalistes et des ONG internationales (par exemple, des « Médecins sans frontières »).

Durant les 3 jours suivants, le ministère a lancé une campagne visant à identifier les espions ukrainiens, les saboteurs et les ennemis de la république de Donetsk. Les médias locaux ont appelé les gens à transmettre immédiatement aux forces de l'ordre toute information sur les personnes et les conversations suspectes. Le couvre-feu est devenu plus strict qu'avant, les promenades et les déplacements nocturnes ont été interdits. Durant la première nuit, les forces de l'ordre ont rendu visite à quelques dizaines de citoyens. Selon les estimations des journalistes locaux, environ 50 personnes ont été arrêtées.

Les représentants des forces de l'ordre faisaient irruption dans les appartements des bénévoles, des professeurs des universités, des fidèles de la communauté protestante en pleine nuit. Le fondateur du groupe de bénévoles « Les citoyens responsables », Enrique Mendes, entrepreneur de Donetsk, raconte que cette fois-ci, les forces de l'ordre se sont ruées sur ceux qui depuis longtemps irritaient les autorités de la DNR par leur position indépendante.

Parmi les personnes arrêtées ces jours-là figurent Marina Tchernenko, députée du conseil régional de Donetsk et coordinatrice des « Citoyens responsables », ainsi qu'Igor Kozlovski, professeur d'histoire et de religions de l'Université de Donetsk. Plus tard, l'épouse de Kozlovski a raconté son entretien téléphonique avec un des membres du ministère de la Sécurité d'État qui lui avait expliqué les raisons de l'arrestation de son mari : « Pour une conversation incorrecte sur Facebook ». <sup>41</sup>

Même les organisations qui pendant longtemps s'étaient occupées de bénévolat avec le soutien des autorités ont été persécutées. C'est ainsi que, « le 8 juin 2016, les membres du ministère de la Sécurité d'État ont arrêté Oxana Mikitenko, ancienne directrice de l'ONG



humanitaire internationale « Mercy Corps », elle était accusée d'avoir organisé une activité de renseignement au profit des forces spéciales étrangères sur le territoire de la République, une poursuite pénale a été ouverte à son encontre. En fait, elle était accusée d'avoir rassemblé des renseignements politiques, économiques et sociaux, sans autorisation des autorités de la LNR, et de les avoir transmis au bureau central de l'organisation (Portland, les États-Unis), à l'ambassade des États-Unis en Ukraine (Kyiv) et au département d'État des États-Unis (Washington) par l'intermédiaire de Stuart Charles Willcuts, citoyen américain et directeur de « Mercy Corps ». Deux jours après, le 10 juin, Léonid Pasetchnik, « ministre de la Sécurité d'État » de la LNR a informé qu'Oxana Mikitenko, directrice de l'ONG humanitaire internationale « Mercy Corps » en Ukraine, « avait des relations anciennes avec Marina Philipova, chef adjointe de l'Administration du dirigeant de la LNR. Ce contact avait été établi à l'époque où Philipova était la maire de Krasny Loutch et participait activement à différents programmes de subvention de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le département d'État des États-Unis. Dans la LNR, Mikitenko et Willcuts ont utilisé Philipova de manière active pour obtenir des informations intéressantes et établir des contacts sur le territoire de la LNR. Mikitenko a aussi établi des relations basées sur la confiance et l'amitié particulière, avec Svetlana Malachova, ministre du Travail et de la Politique sociale de la LNR, qui a contribué à la collecte d'informations de service sur l'état socio-humanitaire dans la république, y compris dans la période des affrontements actifs. En février 2016, Oxana Mikitenko a été arrêtée à Severodonetsk par les membres du SBU avec l'utilisation de la force physique et psychologique, ensuite elle a été recrutée sous le pseudo « Vichnya » (Cerise) et pour son expérience antécédente. Il n'y a aucune information sur les contestations de la direction du « Mercy Corps » ou l'ambassade des États-Unis en Ukraine, envoyées à l'adresse du SBU de l'Ukraine concernant une arrestation illégale ou un recrutement d'un membre de la mission humanitaire internationale ». Léonid Pasetchnik a déclaré que « les informations reçues par Mikitenko étaient utilisées par le CIA et le département d'État pour le suivi, ainsi que pour la formation d'une base permettant la création d'une opposition non-systématique qui serait suivie de la préparation d'un coup d'État ». <sup>42</sup>

Le 23 mai 2016, selon le communiqué officiel du ministère de la Justice, la DNR a obligé toutes les organisations publiques non-commerciales et les unions enregistrées auprès du Comité central électoral à fournir à l'inspection des renseignements sur leurs activités. Ces informations devaient être envoyées dans un délai de 4 jours. <sup>43</sup> Cela a représenté un nouveau cycle de « répression » au sein du néoplasme.

Le gouvernement ukrainien et les patriotes ukrainiens contribuent aussi à l'atmosphère de suspicion au sein

des LDNR en favorisant toute expression de déloyauté. Ils soutiennent la stratégie de la guérilla non-déclarée sur le territoire contrôlé par les LDNR. Pour cela, ils profitent de toutes les occasions, y compris des attentats contre les bâtiments de l'infrastructure civile pour « rappeler » aux « gouvernements » de néoplasmes et à la population qui sont les « vrais maîtres » du territoire.

À titre d'exemple, l'arrestation du professeur Kozlovski, mentionné ci-dessus, a été probablement provoquée non seulement par sa « correspondance sur Facebook », mais aussi par le fait que durant plusieurs années, il a été officier de carrière au Comité pour la sécurité d'État de l'URSS (le KGB) et, plus tard, en 1980-2001, il a travaillé dans l'administration de la région de Donetsk en tant que responsable des affaires religieuses. À partir des années 90, il était responsable des études religieuses dans un établissement d'études supérieures : l'Université d'État de l'informatique et de l'intelligence artificielle qui, auparavant, était un centre d'études du KGB de l'URSS. En Ukraine indépendante, cette université est devenue un centre de perfectionnement des patriotes pro-ukrainiens de la région. Kozlovski a occupé une position brillante et cohérente favorable à la diversité religieuse et l'égalité des organisations religieuses face à la loi. C'est la raison pour laquelle, il avait une bonne réputation auprès des communautés religieuses qui étaient persécutées par la DNR et par le milieu professionnel. Au niveau des publications de la DNR, son arrestation a été expliquée à ses connaissances et aux étudiants de l'Institut par un journaliste, Alexandre Dmitrievski, dans les meilleures traditions de 1937 :

« Après la victoire du printemps russe à Donetsk, Kozlovski a dû entrer en clandestinité : il ne pouvait pas partir pour des raisons familiales, mais cela ne l'a pas empêché de salir via les réseaux sociaux le peuple combattant pour sa liberté. Donc, l'arrestation de ce personnage a mis une fin légitime à sa confrontation avec le peuple du Donbass qui a refusé d'accepter des valeurs qui lui étaient étrangères.

Pour finir, j'ai envie de dire que le Donbass est trop charitable vis-à-vis des personnages pro-ukrainiens. Le temps est venu de leur faire sentir de la lame chauffée à blanc » <sup>44</sup>.

Le 17 septembre 2016 à Kyiv, le président Porochenko a accueilli Vladymyr Jemtchougov, un partisan ukrainien qui revenait de captivité dans la LNR. Vladimir Jemtchougov est né dans le Donbass dans une famille de Russes ethniques, était entrepreneur en Géorgie et est rentré dans la région pour des motifs patriotiques après le début de la confrontation. Il a été arrêté le 28 septembre 2015 après avoir sauté sur une mine qu'il essayait d'installer sur la ligne d'alimentation électrique sur le territoire de la LNR. Jemtchougov était un des membres du réseau des partisans dans la LNR <sup>45</sup>.

Cependant, on peut sérieusement douter que la situation



des droits civiques dans les LDNR aurait été différente s'il n'y avait pas eu d'attentats ou d'actes de déstabilisation de la part des militaires ou des patriotes ukrainiens.

Il est évident que les activités du ministère de la Sécurité d'État des LDNR ne sont pas autonomes, mais coordonnées directement par le FSB russe. Selon les témoignages, le FSB agit dans les LDNR et en parallèle avec le MGB des LDNR. Dans certains cas, les membres du FSB arrêtaient des suspects et après les passages à tabac et les tortures accompagnant l'arrestation, les transféraient au MGB pour

les détenir et les échanger par la suite contre des partisans de la Russie ou des LDNR détenus en Ukraine.

Un autre problème est le sort des suspects d'hostilité politique vis-à-vis des LDNR (c'est-à-dire, les personnes accusées de conserver les symboles ukrainiens ou de faire des déclarations critiques) tombés entre les mains des combattants n'appartenant pas au système MGB-MVD. Dans ce cas, leur sort dépendait du bon vouloir des commandants de ces troupes et était souvent bien malheureux.

## Partie III. Le traitement des prisonniers et les formes extralégales de violence

« La réunion des mineurs, présidée par Alexandre Zachartchenko en personne, se déroule dans une ambiance tendue.

-Où est le directeur de la mine « Troudovskaya » ? – demande Zachartchenko.

-Hier, on l'a emmené dans la cave, en l'accusant de possession illégale d'armes et de falsification de documents, - explique Alexandre Potapenko, adjoint du ministre du Charbon.

-Il s'agit probablement d'une erreur. Il faut passer un coup de fil à Topaz (surnom d'un chef de guerre de la DNR) et lui dire de le laisser partir, - décide Zachartchenko.<sup>46</sup> »

Malgré une tendance, dans les LDNR, d'intégrer la violence d'État dans le cadre juridique, des problèmes très sérieux persistent concernant les conditions de détention, les formes et les méthodes des arrestations, des perquisitions et le déroulement des enquêtes.

Les arrestations sont souvent motivées politiquement et exécutées sur l'ordre personnel d'un chef de groupuscules ou de dirigeants. Selon les témoignages existants, une partie des verdicts du tribunal sont aussi prononcés sur l'ordre personnel de la direction des LDNR. Contrairement à l'Ukraine, la peine de mort pour meurtre (article 58 du Code pénal de la DNR) a été rétablie sur le territoire de la DNR, même si elle n'est pas souvent appliquée en raison des retards dans les tribunaux<sup>47</sup>. En décembre 2016, l'ancien chef du « Conseil populaire » Andrey Pourguine a déclaré entre temps : « Même si pour certains cela reste une découverte, il faut savoir que Zachartchenko et Alexandre Timofeev (ministre des Revenus, second après Zachartchenko) se sont attribués le droit de décider de la peine de mort. »<sup>48</sup>

En fait, cette décision représente un certain progrès, car

jusqu'au début de 2015, la peine de mort était appliquée sur les ordres des chefs de guerre locaux à une plus grande échelle.

Lors d'une discussion avec le correspondant de l'édition russe « Gazeta.ru », l'ancien commandant d'une des villes de la DNR a déclaré : « que selon ses estimations, en seulement 8 mois de confrontations actives en 2014, environ 100-150 peines de mort sans jugement ont été appliquées dans la République. La décision finale et la responsabilité appartiennent au commandant militaire ou au commandant de la ville qui pouvait être aussi une personne civile. Personnellement, quand j'étais commandant, j'ai reçu environ 20 documents à signer, mais je n'en ai signé aucun. Ce n'est pas acceptable de répondre à la violence par la violence. Et pourtant, ceux qui devaient être condamnés à la peine de mort étaient pris en flagrant délit. Ce sont des pillards, violeurs, meurtriers, et autres ». <sup>49</sup>

Le premier verdict officiel de peine de mort a été prononcé en décembre 2015 pour un crime caractéristique de la situation dans les LDNR. « Yakoubenko Anatoliy (6.10.1987) de Makeevka. Diplômé de l'École des Mines de Makeevka. Il a un casier judiciaire. En 2014, il est entré dans l'Union des Cosaques « Région de l'armée des Cosaques du Don », dirigée par l'ataman Safonenko, dit « Valuy ». Le 30.11.2014, il a dirigé le kidnapping d'Anna Sergienko et de son mari Victor, un couple d'entrepreneurs dont il a saisi le centre commercial « Sokol ». Ensuite, il a enregistré ce centre commercial à son nom, en tant que directeur d'une société à responsabilité limitée « Privoz des Cosaques ». En 2015, il a été arrêté, il a avoué des actes de banditisme et plusieurs meurtres commis en juillet-octobre 2014. Le 6 octobre 2015, la Cour Suprême de la DNR a ouvert un procès concernant son affaire. »<sup>50</sup> »

L'histoire de la saisie des biens appartenant à des



entrepreneurs par le groupe de la « Région de l'armée des Cosaques du Don », dont Yakoubenko faisait partie (un criminel de Makeevka avant 2014) est décrite en détails par les journalistes russes qui ont repris les mots des victimes interviewées sur leurs conditions de détention (75 jours de solitude dans un « verre », un local d'1.5 mètre<sup>31</sup>). Cependant, Yakoubenko a été arrêté après avoir fusillé et enterré le 8 mars 2015 deux femmes âgées de 23 ans qui lui avaient refusé des relations intimes<sup>51</sup>.

Cette question a été discutée au « Conseil populaire » de la LDNR en 2015, mais aucune décision n'a été prise.

Les prévenus sont toujours détenus dans des caves, où toutes les formes de conformité juridique et de contrôle du mode de détention sont absentes. Parallèlement, il est difficile de trouver des différences significatives entre les lieux de détention entièrement illégaux (depuis le bureau du gang jusqu'à des installations de production, remises, garages, utilisés par ce gang dans cet objectif) et la « cellule de détention provisoire », le « MGB » et le « MVD » qui utilisaient les locaux des anciennes cellules de détention provisoire ukrainiennes.

Dans ces caves, il n'existe jamais de contrôle juridique et il y a des formes massives et flagrantes de violations des droits de l'Homme et des tortures lors des détentions.

Dans la pratique, cette méthode s'apparente à la forme de détention pratiquée illégalement par des gangs criminels qui kidnappaient et détenaient des citoyens dans l'objectif de récupérer des informations, obtenir une rançon, faire exécuter d'autres demandes, punir les bandits ayant commis des fautes ou tout simplement violenter quelqu'un. Le terme « cave » remonte étymologiquement à la notion des « caves » de la Tchéka et du NKVD. Comme nous l'avons indiqué au début de notre rapport, les combattants pro-russes aimaient beaucoup être associés aux services spéciaux de la Guerre civile ou de la période stalinienne.

La première cave surnommée « NKVD » a été organisée dans le bâtiment de l'administration régionale de Donetsk immédiatement après sa saisie par des combattants pro-russes en avril 2014. Les militants pro-russes ont commencé à envoyer dans cette « cave » des gens soupçonnés de sympathies pro-ukrainiennes. Le groupe d'Igor Girkin a créé une « cave » dans son bureau et dans la prison de Slovyansk en avril 2014, immédiatement après la prise de la ville. Les assassinats dans cette « cave des partisans de l'Ukraine unie » ont aussitôt commencé<sup>52</sup>. Dans la ville d'Antratsyt, région de Lougansk, prise par des cosaques russes le 3 mai, une « cave » a été créée dans le bâtiment de la direction du ministère de l'Intérieur. Selon les témoins, les 10-11 mai, cette « cave » était déjà utilisée pour les tortures sophistiquées des « espions » (la suspension par des menottes au-dessus d'un grill et de la simulation d'enterrement vivant dans un cercueil)<sup>53</sup>.

Chaque gang des combattants des LDNR organisait sa « cave » (et souvent pas qu'une seule). Au fur et à mesure de la centralisation de la direction des combattants au cours de l'année 2015, les « caves » sont restées principalement la possession des forces de l'ordre officielles des LDNR. L'existence des lieux de détention illégale et la violence qui y régnait, qui comprenait les meurtres fréquents des personnes kidnappées et détenues dans ces « caves » et l'extorsion de leurs effets personnels, sont devenues les accusations les plus répandues à l'encontre des chefs des groupes armés arrêtés.

Cependant, la consolidation des « caves » entre les mains des forces de l'ordre officielles des LDNR et l'amélioration substantielle des conditions de détention dans certaines d'entre elles ne les ont pas transformés en des lieux de détention « normale » pour l'espace postsoviétique. Au cours de la rédaction de ce rapport, l'auteur n'a pu trouver aucun message concernant le rétablissement de la supervision par un Procureur des conditions de détention, l'admission dans les lieux des représentants d'organismes publics, de la presse, ou de structures exerçant un contrôle civil, et la mise en œuvre des normes relatives aux conditions de détention, exigée par la législation en vigueur, y compris le respect du délai de la garde à vue, un service médical d'un niveau approprié, ou au moins une sortie régulière pour une promenade.

La forme maximale d'amélioration, observée dans certaines « caves », consiste en une distribution à peu près régulière de nourriture pour la plupart des détenus, l'absence de coups et de tortures constantes, l'accès à une certaine aide médicale, le plus souvent sous forme de médicaments.

Pendant les premiers jours de son arrestation, un détenu est fréquemment déplacé d'un endroit à un autre, ces endroits ne sont pas vraiment adaptés à la détention des êtres humains. Lors de son transport, le détenu se trouve dans des conditions difficiles (les sacs et les bagages sur la tête) et il subit des procédures désagréables et même très douloureuses, pratiquement des tortures : il doit rester de longues heures assis ou allongé, attaché pour une longue période (cela peut durer plusieurs jours) à des objets fixes (radiateurs, grilles), sans pouvoir aller aux toilettes, sans nourriture, ni eau, manquant d'air. Il peut aussi être transporté dans le coffre d'une voiture ou sous les pieds des personnes assises, et être constamment battu sans aucune raison ou encore subir des viols<sup>54</sup>.

Au cours de l'enquête, la principale méthode employée consiste en des tortures et des passages à tabac. Dans certains cas, les conséquences sont des blessures graves et parfois même le décès des détenus. Des cas d'exécutions extrajudiciaires de prisonniers de guerre ont été constatés, ainsi que des abus dont on parlera plus tard.

Un des cas les plus connus est celui d'Oleg Ortchikov, un chef de guerre. Son unité « Svarojytsky » faisait partie



d'« Oplot », un groupe au pouvoir dans la DNR, et contrôlait une partie de l'arrondissement Petrovsk de la ville. Le 11 novembre 2014, il a été arrêté sur l'ordre de Zachartchenko et accusé de vols de voitures, viols et brigandages, ainsi que d'avoir exécuté ses propres soldats<sup>55</sup>. L'une des raisons du conflit était probablement la chaîne TV « Rodnoe TV » qui appartenait à Ortchikov depuis qu'il l'avait saisi à ses anciens propriétaires (auparavant c'était la chaîne TRK Ukraine à Donetsk). Ortchikov a utilisé sa chaîne pour diffuser des émissions sur les avantages des traditions du néo-paganisme (populaires, selon lui). Après son arrestation, la chaîne « Rodnoe TV » a été rebaptisée « Oplot TV » et reprogrammée.

Il s'est avéré qu'Ortchikov était un prêtre-néo-païen<sup>56</sup> qui officiait avant la guerre et avait beaucoup d'adeptes. C'est grâce à eux que nous connaissons beaucoup de détails sur son séjour en prison d'une durée d'au moins un an et demi. C'est un cas unique, car ses anciens soldats ont réussi à l'interviewer dans sa cellule de détention provisoire du MGB<sup>57</sup> 6 mois après son arrestation. Ses défenseurs ont aussi rédigé des pétitions dans lesquelles ils utilisaient une terminologie juridique et des références à la législation juridique.

Je propose ci-dessous un résumé de l'interview d'Ortchikov, transmise par des journalistes ukrainiens (j'ai vérifié avec les sources originales) : « Il a été arrêté sur l'ordre de Zachartchenko par des membres du prétendu service de sécurité d'Oplot. Il a été battu et enfermé dans la cave du bâtiment du centre de télévision se trouvant dans la rue Kouybechev au N°61. Les hommes de Zachartchenko le soumettaient à des tortures sophistiquées et douloureuses qui ont été menées en plusieurs étapes.

« Les tortures ont commencé. À 5 reprises, ils m'ont noyé avec de l'eau, c'est-à-dire qu'ils me faisaient m'allonger sur le dos, 5 personnes s'asseyaient sur moi, ils plaçaient un morceau de tissu sur ma bouche et versaient une bouteille d'eau de 1,5 litres pour que l'eau me remplisse le nez, les oreilles. Je m'étouffais, je mourais. Ils attendaient que je perde connaissance, ils me réanimaient et essayaient de me faire signer un papier selon lequel j'avais soi-disant volé beaucoup de voitures, j'avais violé beaucoup de femmes, que j'avais des millions et des kilos d'or », a raconté Ortchikov.

Malgré les tortures, le combattant n'a pas signé d'aveux. Cependant, d'autres chefs de guerre étaient en détention avec lui, notamment un commandant d'Ilovaysk, le combattant Yura, dit « Cadet », ainsi que « Moldovan », un fournisseur d'armes et de munitions. Souvent, les gens ne supportaient pas les tortures et signaient des aveux. Parmi eux, un certain Skvortzov, volontaire de Krasnoyarsk, en Russie. Sa faute ? Il avait été témoin des pillages des combattants de la DNR. Skvortzov, qui était un sympathisant de la DNR, n'a jamais pu obtenir de rendez-vous avec le consul russe.

« La torture préférée d'« Oplot » est une torture par strangulation. C'est-à-dire qu'ils t'étouffent avec de l'eau ou un masque à gaz. Ils te mettent un masque à gaz et te bloquent l'oxygène. Après une énième torture, ils ont compris qu'ils pouvaient me tuer, mais je n'avouerai pas ce dont ils voulaient m'accuser. Donc, ils ont eu peur de me tuer et m'ont transféré au MGB. Là-bas aussi j'ai été torturé, frappé à coups de crosse, j'ai reçu des coups de couteau. Je n'avouais toujours pas. Après trois jours de grève de la faim, de passages à tabac et de tortures, ils m'ont filé à Lozinski, enquêteur du MGB, qui a pris mes premiers témoignages sur ce dont j'ai été inculpé », s'est plaint le prisonnier.<sup>58</sup> »

En vérité, les délais de « l'enquête » et de la détention provisoire n'ont aucune limite. Durant 2015, le système judiciaire de la LNR ne fonctionnait pas, en tout cas, aucun verdict dans des affaires connues n'a jamais été prononcé, alors que les détenus continuaient à s'entasser dans les « caves » et les cellules de détention provisoire, leur destin entre les mains des « présidents », des « commandants » des villes et des régions, ainsi que des « chefs des services des forces de l'ordre ».

En janvier 2016, le commandant du groupe « Vostok » a déclaré lors d'une conférence de presse pour la « communauté patriotique » à Moscou (selon la version d'une blogueuse Daria Mitina) : « le système juridique n'est pas encore élaboré, il n'y a pas de tribunaux. A certains endroits, il y a des tribunaux de juridiction ukrainienne, dans d'autres endroits, nous essayons de créer nos tribunaux, mais nous recevons des messages (de Moscou – N.M.) : « Qu'est-ce que c'est que cette initiative. Remettez tout en place! » Le Code pénal a été adopté en 1961, il n'y pas d'avocats, il n'y a pas de système pénal, il n'y a pas de procès. Il n'y a pas de places en détention, les caves sont remplies, les gens attendent leur verdict depuis des mois. Il aurait fallu depuis longtemps condamner ceux qui sont arrêtés pour meurtres, pillages, vols, désemplir les cellules d'isolement, mais il n'y a pas de procédures engagées et il n'y a personne pour le faire.<sup>59</sup> »

Les procédures d'enquêtes contre les détenus ont été mises en place au cours de la deuxième moitié de 2015. Le « système juridique » a été mis en place à partir du printemps-été 2016, mais il reste peu efficace<sup>60</sup>.

Oleg Otchikov est resté sans avocat pendant 6 mois, en dépit du fait qu'il était accusé de crimes passibles de la peine de mort<sup>61</sup>. Le procès concernant son affaire a commencé le 25 novembre 2016, après 2 ans de détention<sup>62</sup>. Les informations sur le résultat du procès restent introuvables.

Les conditions de détention ont légèrement empirées. Un point commun apparaît dans tous les récits des prisonniers : les combattants qui venaient librement dans les lieux de détention pour y remettre de l'ordre étaient les pires représentants du milieu criminel, ils ne reconnaissaient aucune loi, ni aucune des règles existantes et imposaient leurs propres règles par la terreur. C'est



ainsi qu'un ancien détenu de la colonie pénitentiaire de Kalinine du département du Service pénitentier de l'État de l'Ukraine dans la région de Donetsk (IR-27 régime strict) située à Gorlovka, a déclaré lors d'une interview à un journaliste russe : « Ils sont arrivés, ils ont fait allonger tout le monde, même les contrôleurs et les flics. Ils donnaient des coups de crosse, ils tiraient. Tu es allongé, tandis que lui, cette salope bourrée, reste près de toi et tire à côté de ta tête. Ils m'ont cassé toutes les dents avec la crosse. Quand il y a eu des bombardements, personne n'a été tué, ni même blessé. C'est quand eux, ils sont arrivés qu'il y a eu des victimes. A ce moment-là, je me trouvais dans la 10<sup>ème</sup> division du 5<sup>ème</sup> secteur. Une personne a été tuée, deux autres ont été blessées. Une personne a perdu un bras, il a fallu l'amputer, car il a été traversé de part en part par des balles, il ne restait qu'à l'amputer. Dans le 6<sup>e</sup> secteur chez les personnes atteintes de tuberculose, il y eu également des blessés : des côtes et des épaules traversées par des balles. Ils nous ont mis près de la clôture et nous ont frappés avec des crosses, ils nous demandaient où étaient nos portables ou autre chose encore. Car la moitié d'entre eux étaient aussi en prison...Le personnel de la prison profite du fait que les combattants peuvent arriver à n'importe quel moment et que les prisonniers sont apeurés, pour vendre l'aide humanitaire. La loi autorise la possession de téléphones, mais, en réalité, pour les conserver il faut payer. Il faut payer pour tout, ils n'arrêtent pas de nous tirer la tune. Les travaux forcés ne doivent durer que deux heures par jour et, encore, pas tous les jours. Tandis qu'ils nous faisaient travailler tous les jours, le nombre d'heures qu'ils voulaient. Dans les cas d'actes d'agressivité envers le service de sécurité ou de tentatives d'évasion, ils emmènent la personne à l'état-major, lui mettent un casque sur la tête et frappent sur la tête avec des battes de baseball. Ou ils t'enfilent un gilet pare-balles, te mettent près du mur, se bourrent la gueule et tirent sur toi, mais pas à blanc. Ou bien encore, ils abrutissaient les gars, je ne veux pas donner leur prénom : ils tordent les mains à la victime, une personne la maintient et une autre lui introduit une tige utilisée pour nettoyer une arme automatique dans la clavicule. L'effet est tel que la deuxième personne ne peut pas réussir pas à retenir la victime. »<sup>63</sup>

Une organisation ukrainienne de défense des droits de l'Homme, ORD, confirme les informations reçues via ces sources, en rapportant que 3 personnes ont été tuées lors d'une prise d'assaut de la colonie. Et fournit une information supplémentaire sur cette colonie :

« Les taulards dont le terme de détention arrive à sa fin, doivent payer pour sortir. Ils doivent aussi payer pour voir leurs proches : le pot-de-vin est de 30 000 roubles »<sup>64</sup>.

Selon les données de cette organisation, durant 2015, dans beaucoup de colonies et de cellules de détention les détenus souffraient de la faim, vivaient dans des locaux sans chauffage, étaient battus sans raison et subissaient des extorsions.

Les arrestations et les tortures dans des « caves » sont bien souvent utilisées comme un moyen d'extorquer de l'argent au prisonnier ou à ses proches, ou bien, comme un moyen de pression politique sur le détenu, sans le condamner par la suite.

Les actes commis par les chefs de certains groupes de combattants dans les « caves » et leurs méthodes de traitement des détenus sont particulièrement dangereux, car ils ne sont pas contrôlés, même pas par le service « des forces de l'ordre » de la LNR. C'est là que les meurtres, les tortures sophistiquées sans raison et les viols sont particulièrement fréquents.

L'histoire la plus scandaleuse a eu lieu à Bryanka, dans la région de Lougansk. À partir de l'été 2014 et jusqu'à mi-2016, un grand groupe de combattants (400 personnes) nommé « USSR-Bryanka » était basé dans cette ville. Ce groupe était dirigé par Dmitri Pendurine, dit « Liouty » (féroce), originaire de la ville, ancien « surveillant » des mines dans la ville et commandant du camp des combattants, situé près du bâtiment du SBU pris par des séparatistes à Lougansk au printemps 2014<sup>65</sup>. Ce groupe n'était pas intégré à la structure de la « milice populaire » (c'est-à-dire l'armée) de la LNR, mais continuait d'exister sous la protection du MGB de la LNR et sous contrôle du FSB de Russie. Il était basé dans l'ancien centre de vacances « Maryine Outes » (Rocher de Maryin), dans le village de Stara Zamkovka, c'est la raison pour laquelle cette troupe a souvent été surnommée Outes<sup>66</sup>. Maryna Grichtchenko, dit « Sobaka »<sup>67</sup> (chien), femme d'Evgeni Sabantcheev, dit « Arbat »<sup>68</sup>, chef-adjoint du bataillon dans le domaine de la logistique a accordé une grande interview à l'édition russe « Oura.ru » dans laquelle elle a avoué que ce groupe se livrait à des meurtres sauvages, des saisies de propriété, des viols. Ils réalisaient même « des expériences » sur les détenus : c'est -à-dire, les tuer par des méthodes sophistiquées<sup>69</sup>.

« Si nous croisions une personne ivre en tenue militaire (selon d'autres témoignages, ils arrêtaient tous les gens ivres qu'ils croisaient), nous étions obligés de l'enfermer dans notre « cave ». Par la suite, nous décidions si nous allions la transférer chez le commandant et s'il fallait le prévenir. Cela dépendait du comportement de la personne et de notre humeur. Si nous sommes de bonne humeur, nous pouvons ne rien lui faire. Si je commence à vous raconter les détails, vos cheveux vont se dresser sur la tête. Comment nous les faisons nager (il y a grand lac sur le territoire de ce centre des vacances- N.M) et nous leur tirions dessus pour qu'ils nagent plus vite. J'ai pu voir comment les (ou ces) prisonniers étaient dépecés vivants pour arracher les balles de leurs corps, sur lesquels on avait préalablement fait feu. J'ai pu constater comment, à la fin de ces tortures, on les décapitait. Tous les habitants de notre ville qui ont été tués devant mes yeux sont enterrés sur le territoire de notre base, comme des chiens, derrière l'enclos pour les autruches, c'est tout un cimetière. Leurs



parents les cherchent, mais ne savent pas où ils sont. Je ne peux pas sortir et leur dire : « Tenez, je sais où votre fils est enterré ». J'ai toujours été offusquée par ce qui se passait sur la base, je piquais même des pilules contre la douleur chez l'infirmière et les donnais aux prisonniers : ils étaient tous malades, transpercés par les balles, avec des oreilles, des jambes coupées.

— En général, qui sont ces prisonniers?

— Ce sont des civils, ceux qui ont violé le couvre-feu, ceux qui ont été arrêtés en état d'ébriété. Ou bien une femme nous appelle : « Mon mari me bat ». Il est arrêté, tué, enterré et le lendemain, elle arrive : « Rendez-moi mon mari, bande de salauds, je vous maudis ». On lui répond : « Pourquoi alors tu es venue hier pour le dénoncer à « Vostok » (Sergey Nemilostiv, chef de l'unité spéciale-N.M)? ». C'est « Vostok » qui faisait tout le sale boulot chez nous : les meurtres, les viols.

— Combien il y avait de prisonniers sur la base?

— Entre un et 30-50.

— Qu'est-ce qu'on faisait avec eux?

— La plupart ont été tués, battus à mort, violés comme des filles, torturés, fusillés, devenus l'objet d'expériences. Ceux, dont les proches ont payés, étaient libérés sains et saufs. On leur a juste donné quelques coups de pelle sur le dos.

— Les mecs violaient des mecs ? Est-ce que cela intéressait quelqu'un?

— Comment vous expliquer ? Ils ont recruté toutes sortes de gens dans le bataillon, certains au psychisme dérégulé.

— De quelles expériences s'agit-il?

— Par exemple, comment tu te sentiras si on te coupait le pénis.

— Et on coupait vraiment?

— On découpait vraiment les gens avec des scies électriques.<sup>70</sup> »

L'interview de cette dame (qui démontre que ce couple, qui s'est réfugié en Russie après un attentat contre le mari, a aussi été impliqué dans des meurtres et des dissimulations de corps<sup>71</sup>) a été publiée en même temps que les informations sur l'arrestation de deux commandants adjoints du bataillon : Sergey Nemilostiv, dit « Senya-Vostok », citoyen russe, et Michail Sotnikov, dit « Crym », ancien enquêteur criminel à Théodosie, en Crimée, probablement un citoyen russe lui aussi. Dmitri Pendurine a eu l'occasion de rejoindre la Russie<sup>72</sup>. 17 corps de victimes du groupe ont été retrouvés au cours d'une enquête, dans la première moitié du mois d'août<sup>73</sup>. Selon un message publié sur la page de « USSR-Bryanka » dans le réseau social V Kontakte, 25 membres issus du groupe ont aussi été tués. Dans ce même message, on parle d'un

« Renseignement », probablement un des documents de l'enquête judiciaire, qui mentionne huit cas d'homicide ou de tentatives d'homicide, commis par les chefs du groupe<sup>74</sup>.

Sur cette page, il y a aussi un lien vers le mémoire « L'envers de la milice populaire de Lougansk » publié sur Internet. Son auteur, Sergey Khomyakov, maître sculpteur de bois d'église de Kharkiv, assez âgé a été arrêté par « URSS Bryanka » en octobre 2014 alors qu'il transportait une somme d'argent importante dans sa voiture. Il a passé deux mois en captivité. Le texte contient un nombre important de témoignages sur les tortures, les passages à tabac et les jeux sadiques des membres du groupe (notamment, ils coupaient les doigts et les mains aux prisonniers, les marquaient avec un tisonnier brûlant). L'auteur explique cela par la présence d'un nombre important de criminels dans le bataillon, Sergey Nemilostiv, notamment, a purgé au moins une peine de prison (le « Renseignement » le prouve) pour vol.

Khomyakov décrit en détail au moins un meurtre, celui d'un major de police de la colonie située non loin de la base. Il a été violé et battu à mort, car il était membre du personnel de la colonie (ce cas n'est pas mentionné dans le « Renseignement »)<sup>75</sup>. À son avis, fondé sur ses discussions avec des membres du « département spécial », dirigé par Sergey Nemilostiv (notamment, Nikolay Gribounov, dit « Kolya-Ryjiy » ou « Sinoptik »<sup>76</sup>) le nombre de victimes du groupe était estimé à des dizaines en été 2014, en tout cas, en novembre-décembre 2014, plusieurs personnes de la ville ou des régions aux alentours essayaient de retrouver les traces de leurs proches portés disparus sur la base du groupe. Sur la page principale du site « URSS Bryanka » figurait, même en 2017, une annonce demandant à ceux « dont les proches faisaient leur service à Outes et ont disparu, dont les entreprises ont été saisies ou pillées, dont les voitures ont été volées » de rédiger une déclaration.<sup>77</sup> Un autre témoignage éloquent de Khomyakov prouve que les membres de la « milice populaire » n'ont jamais effectué aucun travail sur leur base. Ils utilisaient tous les prétextes pour arrêter les gens dans la rue et, après les avoir sévèrement battus, leur assignaient une sentence arbitraire, au cours de laquelle ils étaient forcés d'effectuer tout le sale travail : depuis couper du bois pour les poêles et allumer les fours dans les casernes jusqu'à creuser des tranchées.

Les arrestations de la direction n'ont pas mené à l'arrêt de l'activité du groupe qui continue d'assurer des fonctions de commandement (la garde de l'arrière-front). Les membres d'un autre groupe se sont plaints un an plus tard : « Le 19 juin 2016, deux officiers de l'unité « URSS-Bryanka » ont battu à mort Makar, un soldat d'une formation de mortiers sur le 31<sup>ème</sup> point de contrôle de la LNR. Alors, un groupe de camarades, y compris Louka et Tolik, activistes des Interbrigades (les radicaux de gauche, pour la plupart des membres du « Parti national bolchévique » russe faisant



partie de l'unité « Phantom » -N.M.) a pris une position de défense armée sur la ligne de l'avant-front pour exiger la punition de ceux qui ont tué Makar.....Quelques temps plus tard, un grand nombre d'officiers de l'« URSS-Bryanka » est arrivé sur la ligne de l'avant-front. Ils ont arrêté quelques gars parmi ceux qui tenaient la ligne de défense et les ont jetés en prison..... Et voici qu'hier Louka a été libéré ! Il se sent en pleine forme et est prêt à continuer le combat pour ses droits et les droits de ses camarades. Il est vrai que ces loups-garous portant des épaulettes l'ont volé, lui prenant son portable qui coûte 8 000 roubles et son argent, environ 18 000 roubles.<sup>78</sup> »

Toutefois, il n'existe pas de frontière nette entre les chefs de guerre et le pouvoir légal dans le domaine des tortures et des homicides. Le 29 mai 2015, Sergey Desyatnitchenko, ancien combattant du groupe « Oplot » d'Alexandre Zachartchenko a affirmé dans sa déclaration concernant les « arrestations illégales » de certains commandants du même groupe : « Nous avons un camarade, dit « Lucifer ». Il met des cadavres dans des chaudrons chauds. Les chaudrons sont allumés pour fournir de l'eau aux gens. Ceux qui ne sont pas arrêtés, disparaissent tout simplement ».<sup>79</sup> »

## Le traitement des prisonniers de guerre

Dans les LDNR les prisonniers de guerre sont généralement considérés comme une ressource précieuse, indispensable pour l'échange contre les partisans et les militaires des « républiques », détenus sur le territoire de l'Ukraine. Cependant, la valeur de cette ressource n'est pas régulière. Elle augmente dans les périodes d'absence d'affrontements actifs et diminue dans les périodes de combats intenses.

Au début août 2015, 133 militaires ukrainiens étaient en captivité dans les LDNR, dont 37 étaient détenus dans le bâtiment du Service de Sécurité d'Ukraine (le SBU) à Donetsk<sup>80</sup>. À la fin de décembre 2016, selon les données du SBU, il ne restait que 61 personnes<sup>81</sup>.

La valeur des prisonniers de guerre pour les chefs de guerre sur la ligne de front est bien inférieure que pour les commandants des états-major et pour la direction des forces de l'ordre. Donc, le destin du prisonnier dépend surtout de son état de santé quand il sera transféré (s'il est transféré) des mains des combattants qui l'ont capturé jusqu'à une « cave » à Donetsk ou à Lougansk.

L'homicide des prisonniers de guerre ou les humiliations commis par le commandement ou les soldats sur ou près de la ligne de front sont un phénomène caractéristique pour les LDNR. À titre d'exemple, les images de l'intimidation des officiers et soldats ukrainiens, capturés lors de la bataille pour l'aéroport de Donetsk en janvier 2015, ont fait le tour du monde. On y voit, notamment, Michail Tolstych, dit « Givi »<sup>82</sup>, chef de guerre célèbre. Arseni Pavlov, dit « Motorola » est connu, entre autre, pour

avoir commis le meurtre d'Igor Branovytski, prisonnier de guerre ukrainien. Lors d'un interrogatoire, Igor Branovytski a avoué être un mitrailleur. C'est la raison pour laquelle il a été sévèrement battu (« on lui a brisé les bras et les jambes »), ensuite, malgré la tentative des séparatistes de l'envoyer à l'hôpital, il a été tué, sous les yeux des autres prisonniers, par Motorola, qui a déclaré lui donner « le coup de grâce ». Les autres prisonniers ont aussi été sévèrement battus, y compris par le groupe de Motorola<sup>83</sup>. Quand les journalistes étrangers ont entrepris une tentative de téléphoner à Motorola pour en discuter, il a déclaré avoir tué 15 prisonniers. Cependant, plus tard, il a démenti. Le groupe de Seegey Zavdovnev<sup>84</sup> est aussi accusé du meurtre d'au moins 3 militaires ukrainiens, capturés lors d'une attaque contre une colonne ukrainienne dans le « chaudron de Debaltseve » en février 2015. Parfois, les prisonniers de guerre ont été utilisés dans des actions publiques de démonstration de haine envers l'Ukraine de la part de la population des régions occupées.<sup>85</sup>

Selon une déclaration officielle du chef de l'appareil du Service de sécurité de l'Ukraine, faite en décembre 2016 : « En général, nos gars ont subi les tortures suivantes : l'amputation des membres du corps, la suffocation par blocage des voies respiratoires avec de l'eau ou des masques à gaz, l'électrocution, les brûlures causées par des acides chimiques ou des fers à repasser, on les a forcés à tuer d'autres prisonniers en les menaçant de mort, ils étaient battus à coups de matraque en caoutchouc, avec des barres de fer, sont restés sans nourriture pendant plusieurs jours et placés dans des trous en position « debout ». C'est la raison pour laquelle, 31 anciens prisonniers ont déposé des plaintes auprès des institutions internationales<sup>86</sup>.



# Conclusion et enseignements

Le processus de transformation des régimes politiques dans les LDNR peut être décrit comme un passage de la dictature révolutionnaire vers la dictature de type totalitaire. La terreur « révolutionnaire » directe tombant sur les têtes des opposants évidents et des victimes aléatoires, mais laissant de vastes espaces de liberté est désormais remplacée par la répression systématique de tous les groupes et individus qui peuvent être soupçonnés de déloyauté ou de mauvaise interprétation des idées dominantes. Si lors d'une terreur révolutionnaire, le citoyen arrêté a des chances égales de se retrouver dans un fossé de fusillés ou d'être libéré quelques jours plus tard sous garantie, alors que dans une dictature totalitaire, s'il est « pris chez lui », il aura à coup de sûr une peine de prison importante et compte tenu des conditions du milieu carcéral, il y laissera sa santé. Si dans une dictature révolutionnaire, les camarades qui partagent la même idéologie ont peur de tomber aux mains de l'ennemi, alors dans dictature totalitaire, ils ont beaucoup plus de chances de périr en tombant en disgrâce auprès d'un ancien ami. Si dans une dictature révolutionnaire, un citoyen ordinaire prend des risques importants de perdre son bien mobilier ou devenir une victime de la violence de la rue, dans une dictature totalitaire, il deviendra une « petite vis », une force ouvrière sous-payée, étouffée par des impôts directs et indirects.

La politique spécifique des dictatures qui se formaient dans les LDNR est une combinaison des intérêts autoritaires et économiques de leurs leaders. C'est-à-dire, si dans une dictature totalitaire, le parti au pouvoir (ou plus précisément son groupe de leaders) devient le détenteur principal qui prend des décisions concernant des biens qu'ils ne possèdent pas directement, alors dans les LDNR, c'est le chef de la dictature et deux-trois personnes de son entourage proche qui essaient de devenir les hommes d'affaires les plus importants de leur néoplasme. Ils contrôlent l'argent du budget d'État, y compris toute l'aide humanitaire transférée par les structures d'État. En dehors des entreprises les plus simples et les plus rentables (l'argent rapide et réel), gagné grâce au commerce de détail, ils essaient de devenir les propriétaires des entreprises importantes orientées vers l'exportation, en s'appuyant sur leur expérience des organisations de contrebande. S'ils y arrivent, dans les années à venir, ils pourront devenir les hommes les plus riches d'Ukraine en devançant les positions des oligarques actuels. En conséquence, ils considèrent toutes les tentatives de débat politique (en termes d'unité de l'Ukraine, tout comme en termes de l'idéologie intérieure) comme des tentatives de porter atteinte à leur position de dirigeants des LDNR qui est l'unique facteur leur garantissant la sécurité de leurs biens et des leurs revenus. La plupart des fonctionnaires actifs des dictatures politiques établies mènent toujours leur politique en combinant les intérêts idéologiques et économiques à leur niveau. S'ils ne peuvent pas

« enregistrer » sous leur nom ou celui de leur épouse un combinat métallurgique, ils « enregistrent » une station-service ou une boîte de nuit.

En conséquence, le maintien de l'ordre visible et de la « normalisation » de l'application de la loi dans ces dictatures, tout en n'étant pas complètement inexistants (un certain progrès à cet égard est encore possible), ont néanmoins leurs limites. Les régimes établis ont intérêt à garder le système clandestin actuel de détention des personnes arrêtées comme un instrument efficace de terreur psychologique, permettant d'atteindre les objectifs désirés. Le renforcement du pouvoir personnel et la redistribution de la propriété propre aux dictatures des personnages « faibles » politiquement et militairement à des personnages plus forts conduisent vers la lutte interne constante. Compte tenu du passé criminel et militaire de nombreux représentants du nouveau régime, cela conduira certainement à une succession de guerres criminelles et d'attentats.

Dans les discussions politiques de 2014-2015 sur l'avenir des LDNR, il était prévu que ces territoires allaient devenir la « deuxième Transnistrie » ou la « deuxième Abkhazie ». Cependant, les processus actuels ressemblent de plus en plus à la formation de deux « Républiques Tchétchènes » à la fois. Cela signifie que le renforcement du régime des dictatures personnelles totalitaires sur ces territoires se réalise grâce aux subventions russes, aux forces armées russes et aux services spéciaux russes. D'un côté, leurs chefs sont les plus grands propriétaires de la région et les maîtres de la vie et du destin de leurs habitants et de l'autre côté, ils sont très dépendants des autorités russes et bénéficient de leur soutien et de leur défense.



# Endnotes

- 1 Selon les données officielles de la gestion de statistique de la DNR, 2,3 millions de personnes vivaient sur son territoire au 1.11.2016, selon les données officielles de la gestion de statistique de la LNR : 1,5 millions de personnes en 1.12.2016. Il est probable que ces chiffres aient été fortement exagérés pour des raisons objectives et subjectives. D'un côté, les statistiques locales étaient basées sur les données du recensement de 2011 et tenaient compte de personnes qui ont été retirés des listes officielles auprès des autorités locales. De l'autre côté, il est évident que les autorités locales voulaient exagérer le nombre de la population afin d'obtenir plus de subventions du budget de la Fédération de Russie et du budget central des nouvelles administrations, ainsi qu'il est évident que la population préférerait rester enregistrée dans la LDNR afin de protéger ses biens et obtenir des subventions et des prestations.
- 2 Golounov I., Artemyev A. L'enquête de la RBK : qui donne l'argent pour le Donbass// P&K. 2015. 15.06. [<http://daily.rbc.ru/investigation/politics/15/06/2015/579b4b99a7947b063440210j>]
- 3 À voir : le rapport « Russian War Crimes in Eastern Ukraine in 2014 », préparé par Małgorzata Gosiewska, députée du parlement de Pologne et présenté en mai 2016. Auparavant, Amnesty International avait présenté un rapport qui couvrait les deux parties du conflit : UKRAINE : BREAKING BODIES : TORTURE AND SUMMARY KILLINGS IN EASTERN UKRAINE By Amnesty International, 22 May 2015, Index number : EUR 50/1683/2015.
- 4 Mitrokhin N. Bandenkrieg und Staatsbildung. Zur Zukunft des Donbass. In : Osteuropa (Berlin). Heft 1, 2015. S. 5-22.
- 5 La République populaire de Donetsk. Site officiel. 04.07.2016. <http://dnr-online.ru/nam-nuzhno-bystro-prinimat-zakonodatelnuyu-bazu-dlya-togo-chtoby-stroit-nashe-gosudarstvo-tak-kak-my-etogo-xotim-deputat-ns-dnr-anzhelika-dobros/>
- 6 Les listes de la nouvelle composition du Conseil populaire sont publiées à la DNR // RIA-Novosti. 2014. 15.11. [<https://ria.ru/world/20141115/1033424366.html>]
- 7 Plus d'informations sur l'approbation de la législation de la LNR par Vladislav Sourkov, conseiller de Vladimir Poutine, sont disponibles dans sa correspondance piratée par les pirates ukrainiens : Kroutov M. « Carabas fon Donbass »// Radio Svoboda 03.11.2016 [<http://www.svoboda.org/a/28095382.html>] (ainsi qu'un certain nombre d'autres écrits liés à ce piratage).
- 8 Les combattants pro-russes parlent de la vie en DNR : famine, détachements de barrage et Zachartchenko qui est devenu Achmetov// Actualités du Donbass, 2015. 21.07. [<http://novosti.dn.ua/article/5634-boevyky-rasskazaly-o-zhynny-v-dnr-golod-zagradotryady-y-zakharchenko-kotoryy-stal-akhmetovym>]. Selon le calcul de l'auteur, dans la LNR, il y a eu pas moins de 10 cas des désarmements pareils, mais, probablement, c'est n'est que une petite partie de la stratégie réelle.
- 9 Le 28 décembre 2014, à Antratzyt, suite à une attaque sur l'état-major de la ville, appelée « tentative de désarmement », Vyatcheslav Pinejanine, commandant de guerre de la ville et Michail Koval, chef de l'État-major des unités locales des Cosaques ont péri. Olexandre Bednov, dit Batman, a été fusillé avec des lance-flammes lors de son « arrestation » le 1 janvier 2015. Bednov est mort avec quelques-uns de ses gardes du corps, citoyens russes. Le 23 janvier, des inconnus ont également tué Evgen Ichchenko, « maire populaire » de Pervomaysk (probablement citoyen russe) qui a souvent exprimé son mécontentement envers la politique de distribution de l'aide humanitaire par les autorités de Louhansk. Le cortège d'Olexiy Mozgovoy, le chef de guerre le plus connu de LNR a lui été visé par l'explosion d'une mine et mitraillé à l'arme lourde le 23 mai 2015, loin de la ligne de front. Cinq personnes ont été tuées. Pavel Dremov (probablement citoyen russe), commandant « du « régiment cosaque d'ataman Platov » a été tué dans un attentat à la voiture piégée avec son épouse tout de suite après leur mariage le 12 décembre 2015.
- 10 Roman Manekine, journaliste russe et ardent partisan de la DNR est arrêté après le conflit avec Kofman et Pouchyline, chefs des combattants // Censor.net. 2015. 29.05.
- 11 Plus de détail : Polouchina Y. Le pouvoir est pris par la contrebande // Novaya gazeta. 2016.24.10. [<https://www.novayagazeta.ru/articles/2016/10/24/70277-vlast-vzyala-kontrabanda>]
- 12 Le Comité d'enquête a ouvert une poursuite pénale dans l'affaire des tirs sur Horlivka// Gazeta.ru. 2015. 28.05.
- 13 À voir « une fuite d'information » typique des documents de la DNR datant du printemps 2015. Les documents sur la situation criminelle dans la DNR [<http://colonelcassad.livejournal.com/2383142.html>], 2015. 12.09.]
- 14 Les combattants pro-russes parlent de la vie en DNR : famine, détachements de barrage et Zachartchenko qui est devenu Achmetov// Actualités du Donbass, 2015. 21.07. [<http://novosti.dn.ua/article/5634-boevyky-rasskazaly-o-zhynny-v-dnr-golod-zagradotryady-y-zakharchenko-kotoryy-stal-akhmetovym>]
- 15 Les combattants pro-russes parlent de la vie en DNR : famine, détachements de barrage et Zachartchenko qui est devenu Achmetov// Actualités du Donbass, 2015. 21.07. [<http://novosti.dn.ua/article/5634-boevyky-rasskazaly-o-zhynny-v-dnr-golod-zagradotryady-y-zakharchenko-kotoryy-stal-akhmetovym>]
- 16 Les Chroniques de Novorossia 16 mai 2016 (1-11.05.2016) // <http://yadocent.livejournal.com/828358.html>
- 17 Le tribunal militaire a annoncé 22 verdicts dans les affaires criminelles contre les militaires en 2016 // l'Agence de presse de Donetsk. 2016. 08.09. [<http://dan-news.info/pravoporyadok/voennyj-tribunal-v-2016-godu-vynes-prigovor-po-22-ugolovnym-delam-v-otnoshenii-voennosluzhashhix.html>]
- 18 Koza., Stechyne D. Le Donbass ne veut qu'une seule chose : que l'Ukraine le laisse tranquille// Comsomolska Pravda, 2016. 28.04. [<http://www.kp.ru/daily/26523.4/3539732/>]
- 19 Les Chroniques de Novorossia 16 juin 2016. (4-14.06.2016) // <http://yadocent.livejournal.com/838128.html>
- 20 Nikanorov A. Combattant « Français » : pourquoi un vendeur de jouets avait besoin d'une guerre. 28 septembre 2016, <http://dn.depo.ua/rus/donetsk/boyoviy-frantsuz-navishcho-torgovtsyu-igrashkami-znabolilasya-28092016113000j>
- 21 Tram-pam-pa ! Andrey Pourguine à propos de la corruption et l'anarchie // News24today. 2016 08.12. [<http://news24today.info/tram-pam-pa-andrey-purgin-o-korruptsii-i-bespredele.html>]
- 22 Pourquoi Karyakine a été licencié. Versions // Cxid.info. 2016. 25.03. [<http://cxid.info/pochemu-karyakina-otpravili-v-otstavku-versii-n128335>]
- 23 Le reportage détaillé à ce sujet est à voir : Dergatchev V, Kirillov D. Donbass, le point de non-retour. Qu'est ce qui se cache derrière l'arrestation du président du Conseil populaire de la DNR Andrey Pourguine Gazeta.ru. 2015 05.09. [[http://www.gazeta.ru/politics/2015/09/04\\_a\\_7740413.shtml](http://www.gazeta.ru/politics/2015/09/04_a_7740413.shtml)] ; Le FSB russe a arrêté le « président du parlement de la LNR » à Rostov. 2016. 5.10. [[http://zn.ua/UKRAINE/rossiyskaya-fsb-zaderzhala-v-rostove-glavu-parlamenta-lnr-226294\\_.html](http://zn.ua/UKRAINE/rossiyskaya-fsb-zaderzhala-v-rostove-glavu-parlamenta-lnr-226294_.html)]
- 24 La purge des députés, 13 mai 2016 // <http://yadocent.livejournal.com/827953.html>
- 25 Kirillov D. Des anciens du « printemps russe » disparaissent dans la DNR. Où est passé Roman Lyaguine, « héros du printemps russe »// Gazeta. Ru. 2016. 17.04. [[https://www.gazeta.ru/politics/2016/04/17\\_a\\_8179493.shtml](https://www.gazeta.ru/politics/2016/04/17_a_8179493.shtml)]
- 26 « La purge continue chez nous ». L'ancien président du parlement de la LNR sur le suicide de l'ancien Premier ministre// Ura.ru. 2016. 26.09. [<http://ura.ru/news/1052262563>] [<https://www.novayagazeta.ru/articles/2016/10/24/70277-vlast-vzyala-kontrabanda>]



- 27 Le ministre de l'Énergie et du Carburant est arrêté pour l'abus du pouvoir // Gazeta.ru. 2015. 17.10. [<http://www.gazeta.ru/news/>] ; Polouchina Y. Le pouvoir est pris par la contrebande // Novaya gazeta. 2016.24.10. [<https://www.novayagazeta.ru/articles/2016/10/24/70277-vlast-vzyala-kontrabanda>] ; Kroutikov E. Les arrestations dans la LNR, des détails importants sont découverts // Vzglyad.ru. 2015. 26.10. [<http://vz.ru/world/2015/10/26/774116.html>] ; La purge des partisans de Zypkalov continue en LNR // Realna Gazeta. 2016. 20.01. [<http://realgazeta.com.ua/v-lnr-prodoljaetsya-zachistka-cipkalovcev/>]
- 28 L'assassinat a eu lieu en LNR. Le MGB a donné le nom du commandant du meurtrier d'Evgeniy Alexandrov, conseiller de Plotnitsky // Blog gipopotam001 dans « Life Journal ». 2016. 25.06. [<http://gipopotam001.livejournal.com/24113.html>] le blog contient des extraits du rapport et des photocopies des pages imprimées
- 29 Plotnitsky a accusé les services spéciaux de l'Ukraine d'avoir organisé un attentat contre lui // Gazeta.ru. 2016. 06.08.
- 30 Un des organisateurs de l'attentat contre Plotnitsky est liquidé dans la LNR // From-Ua. 2016. 13.08. [<http://from-ua.com/news/384334-v-lnr-likvidirovan-odin-iz-organizatorov-pokusheniya-na-plotnickogo.html>]
- 31 À titre d'exemple, une manifestation spontanée des habitants d'une ville exigeant de mettre un terme aux attaques 15.06.2015 (à voir : Kanygine P. Une manifestation spontanée dans le centre de Donetsk est terminée // Novaya gazeta. 2015. 15.06. [<http://www.novayagazeta.ru/news/1694493.html>]) ; Une manifestation de soutien au chef du « Conseil populaire » arrêté 07.09.2015 (À voir: Andrey Pourguine est arrêté // Cazeta.ru. 2015. 07.09.) ; Une manifestation d'entrepreneurs mécontents par le système d'impôt à Donetsk 23.05.2016. Plus de détails : À Donetsk, les entrepreneurs protestent contre la DNR // Gazeta.ua. 2016. 23.05. [[http://gazeta.ua/ru/articles/donbas/\\_v-donecke-predprinimati-vyshli-na-miting-protiv-dnr/699642](http://gazeta.ua/ru/articles/donbas/_v-donecke-predprinimati-vyshli-na-miting-protiv-dnr/699642)]
- 32 À voir : la revue de la situation religieuse dans la région : Skorkine K. à quoi croient les « LNR » et « DNR » ? // Realna gazeta. 2015 15.10. [<http://realgazeta.com.ua/vo-cto-veryat-lnr-i-dnr/>]
- 33 Les Chroniques de Novorossia 29 mai, 2016 (12-24.05.2016) // <http://yadocent.livejournal.com/832585.html>
- 34 Kroutov M. Sans droit au retour // Le site de « Radio Svoboda ». 2016. 03.02. [<http://www.svoboda.org/a/27529713.html>]
- 35 <http://www.rosbalt.ru/exussr/2016/05/16/1514601.html>
- 36 Timofeev A. Les complices des fascistes ukrainiens seront expulsés de la DNR // Yugo-Vostok. 2016. 23.02. [<http://x-true.info/33175-posobniki-ukroflashistov-budut-vydoreny-iz-dnr.html>]
- 37 Dergatchev V., Kirillov D. Il n'y a pas beaucoup de bonnes choses, par contre, il n'y a pas de « banderas » Les extraits sociologiques secrets sont à la disposition de la « Gazeta.ru » // Gazeta.ru. 2016. 04.08. [[http://www.gazeta.ru/politics/2016/08/03\\_a\\_9747233.shtml#](http://www.gazeta.ru/politics/2016/08/03_a_9747233.shtml#)]
- 38 LNR déclare avoir arrêté un « blogueur —espion » // Correspondant. Net, 2016. 01.12. [<http://korrespondent.net/ukraine/3781798-v-lnr-zaiavlyi-o-zaderzhany-blohera-shpyona>]
- 39 Pavel Kanygine, envoyé spécial de la « Novaya gazeta » est transféré en Russie // Novaya gazeta. 2015. 17.06. [<https://www.novayagazeta.ru/news/2015/06/16/112949-spetskor-171-novoy-gazety-187-pavel-kanygin-171-on-napravil-na-menyu-pistolet-i-sprosil-ya-za-nih-ili-za-171-ukropov-187-kogda-ya-skazal-8212-za-mir-mgbshnik-srazu-dal-mne-kulakom-v-glaz-187>].
- 40 Comment le MGB de la DNR a arrêté les journalistes de Dojd. // Le site de la chaîne télé « Dojd ». 2016. 30.11. [[https://tvrain.ru/teleshov/vechernee\\_shou/dnr-422192/](https://tvrain.ru/teleshov/vechernee_shou/dnr-422192/)]
- 41 Dans les caves du Donbass, Pavel Kanygine sur les arrestations massives et les tortures des civils à Donetsk et à Lougansk // Meduza. 2016. 19.02. [<https://meduza.io/feature/2016/02/19/na-podvalah-donbassa>] ; d'autres détails de cette affaire, à voir : Kroutov M. Sans droit au retour // Site de « Radio Svoboda ». 2016. 03.02. [<http://www.svoboda.org/a/27529713.html>]
- 42 Les Chroniques de Novorossia 16 juin, 2016 (4-14.06.2016) // <http://yadocent.livejournal.com/838128.html>
- 43 Les Chroniques de Novorossia, le 29 mai, 2016 (12-24.05.2016) // <http://yadocent.livejournal.com/832585.html>
- 44 Dmitrievski A. Kozlovski qui bouffe le cerveau // Syogodnya. Ru. 2016. 02.02. [<http://www.segodnia.ru/content/172127>]
- 45 Voltchek D. Le destin des partisans // le site de radio « Svoboda ». 2016. 01.10. [<http://www.svoboda.org/a/28024053.html>]
- 46 Golounov I., Artemyev A. L'enquête de RBK : avec quel argent vit le Donbass // RBK. 2015. 15.06. [<http://daily.rbc.ru/investigation/politics/15/06/2015/5579b4b99a7947b063440210>]
- 47 La première peine de mort est prononcée à la DNR // Troud. 2016. 12.02. [[http://www.trud.ru/article/12-02-2016/1334126\\_v\\_dnr\\_vynesen\\_pervyj\\_smertnyj\\_prigovor.html](http://www.trud.ru/article/12-02-2016/1334126_v_dnr_vynesen_pervyj_smertnyj_prigovor.html)]
- 48 Tram-pam-pa ! Andrey Pourguine sur la corruption et l'anarchie // News24today. 2016.08.12. [<http://news24today.info/tram-pam-pa-andrey-purgin-o-korruptsi-i-bespredele.html>]
- 49 Kirillov D., Dergatchev V. « On m'apportait des papiers pour 20 condamnations à la peine de mort ». Pour quelle raison la Cour de la DNR a condamné la première personne à mort // Cazeta.ru. 2016. 13.02. [[https://www.gazeta.ru/politics/2016/02/13\\_a\\_8072003.shtml](https://www.gazeta.ru/politics/2016/02/13_a_8072003.shtml)]
- 50 Les procès contre les Cosaques-bandits commencent à la LDNR // La page de yadocent dans LifeJornal. 2016. 16.11. [<http://yadocent.livejournal.com/776987.html>]
- 51 Kirillov D., Dergatchev V. « On m'apportait des documents pour 20 condamnations à la peine de mort ». Pour quelle raison la Cour de la DNR a condamné la première personne à mort // Cazeta.ru. 2016. 13.02. [[https://www.gazeta.ru/politics/2016/02/13\\_a\\_8072003.shtml](https://www.gazeta.ru/politics/2016/02/13_a_8072003.shtml)]
- 52 Le meurtre du député Rybak à Slovyansk : la version du SBU // Liga.Novosti. 2014. 23.04. [[http://news.liga.net/news/politics/1471446-ubiystvo\\_deputata\\_rybaka\\_v\\_slavyanske\\_versiya\\_sbu.htm](http://news.liga.net/news/politics/1471446-ubiystvo_deputata_rybaka_v_slavyanske_versiya_sbu.htm)]
- 53 À voir : les témoignages d'Andrey Morosov, citoyen russe, partisan des idées des LDNR [<http://kenigtiger.livejournal.com/1479024.html>]
- 54 À voir, par exemple, le récit de l'épopée d'Anatoli Polyakov, citoyen russe qui vivait en Ukraine et est allé dans la LNR avec une mission humanitaire, Voltchek D. « Mon âme est restée dans la cave » // Site « Radio Svoboda » 2016. 22.09. [<http://www.svoboda.org/a/28002800.html>]
- 55 Kazimirski S. Ortkikov, commandant du bataillon « Svarojytchy » est détenu depuis 6 mois dans une cellule d'isolement de la DNR // Uapress.info, 2015. 23.05. [<http://uapress.info/ru/news/show/77432>]
- 56 À voir une vidéo haute en couleur à laquelle il participe : un jour dans la région de Petrovsk // Novorossia —TV. [<https://www.youtube.com/watch?v=aszn4IRJp4>]
- 57 « Vargane — à propos de son arrestation et de la face cachée des autorités de la DNR // Youtube. 2015. 14.10. [<https://www.youtube.com/watch?v=KSgZE4TS2Vw>]



- 58 Kazimirski S. Ortchikov, commandant du bataillon « Svarojtychy » est détenu depuis 6 mois dans une cellule d'isolement de la DNR // Uapress.info, 2015. 23.05. [http://uapress.info/ru/news/show/77432]
- 59 Ce qui s'est passé vraiment à Donetsk // Les notes de bas de page. 2016. 08.01. [http://primechaniya.ru/home/news/10212/10290/]
- 60 Il existe une date officielle du début de fonctionnement du système judiciaire de la LNR, mais il a commencé à fonctionner à la Cour régionale. Le système judiciaire de la LNR est mis en place : le premier verdict est tombé // Est. 2015. 19.11.
- 61 Kazimirski S. Ortchikov, commandant du bataillon « Svarojtychy » est détenu depuis 6 mois dans une cellule d'isolement de la DNR // Uapress.info, 2015. 23.05. [http://uapress.info/ru/news/show/77432]
- 62 La pelote des savoirs. La communauté sur Odnoklassniki. 2016. 17.11. [https://ok.ru/klubokveda/topic/66133921816777]
- 63 Naoumluk A. « Nous ne sommes pas des taulards, nous sommes des prisonniers de guerre » // Mediazona. 2015. 20.07. [https://zona.media/article/2015/20/07/gorlivka-27]
- 64 « Trolleybus », et d'autres particularités de la prison sur les territoires occupés // ORD. 2016.28.01. [https://ord-ua.com/2016/01/28/trolleybus-i-drugie-osobnosti-kazennogo-doma-na-okkupirovannoj-territorii/?page=1]
- 65 Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau sociale Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Alexey Fedortchenko, a été prisonnier jusqu'au jour de l'An ». Le screenshot est enregistré dans les archives électroniques de l'auteur.
- 66 « La base de l'unité de l'URSS Bryanka est, probablement, une des plus étonnante dans le Donbass. Des autruches, des canards, des étangs, des fontaines, des ruchers, des catamarans, de beaux paysages » extrait d'une vidéo apologétique : « Les plaisirs de l'unité « URSS Bryanka » // Chaîne Youtube. Publiée le 09.07.2015. [https://www.youtube.com/watch?v=G9FrAySptnl]
- 67 Le nom de famille est défini par la description de la vidéo : les preuves vidéo du meurtre d'Alexey Fedortchenko // Chapine Youtube. Publiée 11.09.2015. [https://www.youtube.com/watch?v=7J-NFpGPWA]
- 68 Le nom de famille est restauré via document
- 69 Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau social Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Le commandant se porte bien ». La copie des mémoires est conservée dans les archives électroniques de l'auteur.
- 70 Gouselnikova A. « On tuait, fusillait, violait, faisait des expériences » // Ura.ru. 2015 31.07.[http://ura.ru/articles/1036265474]
- 71 Cette information figure dans l'interview, mais aussi dans un message : « Soif inhabituelle du pouvoir.... » // Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau social Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Le commandant se porte bien ». La copie des mémoires est conservée dans les archives électroniques de l'auteur.
- 72 Selon l'information sur la page de son groupe sur le réseau social Vkontakte (https://vk.com/ussrbryanka) datant du 01.11.2015, il a payé une rançon importante et a permis d'arrêter son adjoint. À voir un screenshot dans les archives électroniques de l'auteur.
- 73 Les corps des 17 victimes du chef de guerre Liouty ont été découverts à Bryanka // Tchetverta vlada. 2015. 13.08. [http://vlada.io/news/v-bryanke-obnaruzhili-17-trupov-zhertv-mestnog/]
- 74 « Renseignement » // Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau social Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Le commandant se porte bien ». La copie des mémoires est conservée dans les archives électroniques de l'auteur.
- 75 Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau social Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Le commandant se porte bien ». La copie des mémoires est conservée dans les archives électroniques de l'auteur.
- 76 Le nom de famille de Gribounov est indiqué dans : Le groupe « URSS Bryanka » sur le réseau social Vkontakte. Les commentaires pour le message du 01.09.2015 « Le commandant se porte bien ». La copie des mémoires est conservée dans les archives électroniques de l'auteur.
- 77 https://vk.com/wall-83004809\_5840
- 78 Le message de Benes Ayo, membre de la « milice populaire » // Les rapports de la milice populaire de Novorossia ; le groupe dans le réseau social Vkontakte. 2016. 01.07. [https://vk.com/strelkov\_info]
- 79 Les arrestations incessantes des chefs de guerre des LDNR (The war in Ukraine) // YouTube. 2015. 29.05.
- 80 Le ministère de la Défense de l'Ukraine a déclaré que 133 prisonniers de guerre ukrainiens étaient toujours captifs des séparatistes. // Gazeta. Ru. 2015. 09.08.
- 81 Le SBU : 27 militaires ukrainiens sont passés du côté des séparatistes après avoir été en captivité // Gordon. Ua 2016. 26.12. [http://gordonua.com/news/war/sbu-27-ukrainskih-voennosluzhashchih-pereshli-na-storonu-boevikov-posle-popadaniya-v-plen-163736.html]
- 82 La vidéo des humiliations subies par les « Cyborgs » prisonniers est publiée // Correspondant.net, 2015. 26.01.[http://korrespondent.net/ukraine/events/3471218-obnarodovano-vydego-yzdevatelstv-nad-plennymy-kyborhamy]
- 83 « Comment Motorola a tué un « Cyborg » capturé », le récit d'un témoin //BBC-Ukraine. 2015. 16.04. [http://www.bbc.com/ukrainian/ukraine\_in\_russian/2015/04/150416\_ru\_s\_branovytsky\_death\_witness\_sova\_interview]
- 84 L'identification des personnes impliquées dans un meurtre sans jugement à Debaltseve // Informnapalm. 2017. 01.11. [https://informnapalm.org/31819-vnesudebnaya-kazn-pod-debaltsevo/]
- 85 Le lynchage des « Cyborgs » à Donetsk était une mise en scène - blogueur // Correspondant.net, 2015.23.01 [http://korrespondent.net/ukraine/3470253-samosud-donchan-nad-kyborhamy-byl-postanovochnym-bloher]
- 86 Le SBU : 27 militaires ukrainiens sont passés du côté des séparatistes après avoir été en captivité // Gordon. Ua 2016. 26.12. [http://gordonua.com/news/war/sbu-27-ukrainskih-voennosluzhashchih-pereshli-na-storonu-boevikov-posle-popadaniya-v-plen-163736.html]







## Soutien européen au monitoring efficace du respect des droits de l'homme en Ukraine de l'Est

Ce rapport a été préparé dans le cadre du projet « Soutien européen au monitoring efficace du respect des droits de l'homme en Ukraine de l'Est », réalisé par l'échange russo-allemand (DRA e.V.) avec le soutien du Ministère des Affaires Étrangères de la République fédérale d'Allemagne. Durant la seconde moitié de 2016, un résumé hebdomadaire était publié, portant sur les développements dans certains districts de Donetsk et Louhansk.

L'objectif principal du projet « Soutien européen au monitoring efficace du respect des droits de l'homme en Ukraine de l'Est », c'est la documentation systématique et conséquente de la situation de la population civile, la violation des droits de l'homme et des droits humanitaires en Ukraine de l'Est. Une partie importante du projet est consacrée à la mise en place d'un réseau des organisations de défense des droits de l'homme européen participant au monitoring international, ce qui doit contribuer à la transmission de l'information détaillée et impartiale au large public au sujet de la situation autour du conflit en Ukraine de l'Est.

Le travail sur ce projet se base sur la conviction que la documentation de la situation réelle de violation des droits de l'homme devrait permettre de cesser la violence et servir de signal aux violeurs de ces droits pour qu'ils ne comptent pas sur l'impunité. Le monitoring européen de violation des droits de l'homme en Ukraine de l'Est, c'est une contribution au rapprochement de la paix et à la possibilité de réconciliation dans l'avenir.

Le projet est réalisé par les organisations non-gouvernementales suivantes : en Ukraine – Est - SOS (<http://vostok-sos.org>), Centre d'initiatives civiles de l'Ukraine de l'Est (<http://totalaction.org.ua>), Centre régional de défense des droits de l'homme de Lougansk « Alternativa », en Pologne – Fondation Helsinki pour les droits de l'homme ([www.hfhr.pl](http://www.hfhr.pl)), en Allemagne – DRA e.V. ([www.austausch.org](http://www.austausch.org)).

Ce rapport et d'autres informations concernant la situation de la population civile et les droits de l'homme en Ukraine de l'Est sont disponibles en ligne sur [www.civicmonitoring.org](http://www.civicmonitoring.org).

